

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE

DROIT D'AINESSE

DANS LA

COUTUME DE NORMANDIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 17 janvier 1912, à 3 heures

PAR

Jean PORQUET

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président : M. LEFEBVRE

Suffragants : { MM. ESMEIN, }
 CHÉNON, } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, EDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1912

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
DROIT D'AINESSE

DANS LA
COUTUME DE NORMANDIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mercredi 17 janvier 1912, à 3 heures

PAR

Jean PORQUET

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président : M. LEFEBVRE

Suffragants : { MM. ESMEIN, }
 CHÉNON, } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, EDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1912



Digitized by the Internet Archive
in 2026

PRÉFACE

Si nous subissons fortement l'attrance de l'avenir, nous ne profitons pas moins de l'héritage du passé.

Nous savons qu'une génération ne serait rien par elle-même, si elle ne portait en elle tous les efforts des générations qui l'ont précédée, et c'est un sentiment bien doux, bien réconfortant, que la conscience de faire œuvre continue, en donnant la main à la fois à ceux qui ont été hier et à ceux qui seront demain.

Et si nous examinons l'histoire de notre pays, nous voyons bien qu'au cours des siècles, s'est développée une force nationale traditionnelle.

L'anarchie qui suivit l'invasion des barbares avait rendu nécessaire l'organisation sociale et politique de la féodalité. Le Moyen-Age groupa les populations autour de ces asiles tutélaires qu'étaient les châteaux-forts, et les privilèges des nobles étaient justifiés par la mission qui leur était confiée de civiliser le pays et de protéger les humbles travailleurs des villes et des champs.

Puis la monarchie vint et fit la patrie : la France monarchique fut l'œuvre d'une collaboration séculaire, intime et constante du roi et du peuple.

Mais le peuple de France a conçu une autre ambition. Il ne veut pas être perpétuellement incarné par un homme, qui se prolonge dans une race, mais s'élever jusqu'au pouvoir souverain qui n'était autrefois que l'apanage d'un seul.

Tout l'effort traditionnel de la France à travers la féodalité, le développement merveilleux des communes affranchies, l'ascension constante de la bourgeoisie dans les conseils royaux, les revendications de plus en plus précises du tiers-état, tout cela nous apparaît comme une longue préparation à la démocratie.

La tradition, en effet, c'est « ce que les siècles se passent l'un à l'autre, non comme une richesse immobile, mais comme un germe qui se développe », et le progrès, « qu'est-ce donc autre chose que la tradition en marche ? » (1).

Les générations continuent toutes la même histoire, mais elles n'en recommencent jamais le même chapitre.

*
* *

Nous sentons que la Normandie entre pour une large part dans notre patriotisme, et l'amour de la province nous apparaît comme le plus solide fondement de l'amour de la patrie.

(1) Marc Sangnier, *Tradition et progrès* (*Guide social de l'Action populaire*, 1905, p. 126).

Ce n'est pas un mot illusoire que celui-là : une *province*, et, bien qu'il soit rayé des lois administratives, il est toujours écrit dans nos cœurs.

Ce n'est pas en vain que, pendant des siècles, nos pères ont lutté, souffert et prié ensemble : le passé a tissé entre nous des liens multiples.

La race normande a derrière elle dix siècles de gloire, depuis que les Vikings, venus du Nord, bravant les mers sur leurs drakars, ont obtenu en partage le sol qui, depuis, s'est appelé la Normandie.

Si cette province évoque l'idée de pays riche naturellement et qui ne demande à l'homme qu'un minimum d'efforts, nos ancêtres ne nous ont pas moins laissé de nombreux exemples de vaillance : ils ont conquis l'Angleterre, les Deux-Siciles, pris part aux croisades et, plus tard, aux grandes découvertes.

Et l'on serait injuste envers la Normandie si l'on méconnaissait sa vie intellectuelle et artistique. Il suffit d'évoquer la vision de cités comme Rouen, la *ville aux cent clochers*, et Caen, l'*Athènes normande*, d'abbayes célèbres comme Fécamp, Le Bec, Saint-Etienne de Caen, le Mont Saint-Michel, de rappeler des noms comme ceux de Alain Chartier, Malherbe, Poussin, Corneille, Fontenelle, Laplace, Boieldieu, Auber, Fresnel, Géricault, Flaubert, Millet, Maupassant, Albert Sorel, pour constater la place que, dans cette province privilégiée, la pensée occupe auprès de l'action.

« Quand l'action et la pensée se font équilibre, l'état

qui en résulte s'appelle l'ordre », et nous croyons que l'esprit d'ordre est en effet une caractéristique du Normand.

*
* *

Cet esprit se retrouve particulièrement dans l'ancienne Coutume de Normandie, qui a pu être appelée la *sage Coutume*, et qui offre à l'historien un intéressant objet d'étude par la richesse et l'abondance de ses sources, par l'importance historique exceptionnelle que lui a valu son introduction en Angleterre à la fin du xi^e siècle, et aussi, surtout, par son originalité.

Les caractères tout spéciaux qui distinguent ce droit coutumier avaient déjà frappé les vieux jurisconsultes normands, et ils ont été relevés par tous les historiens du droit français depuis Laferrière.

Et si cette originalité est allée s'atténuant avec le temps, à mesure que se dessinait le grand mouvement d'unification du droit coutumier, elle n'a jamais disparu : jusqu'à son dernier jour, le droit de cette province a conservé une physionomie spéciale, grâce à l'attachement des magistrats et du peuple lui-même à des usages séculaires (1).

La Normandie a été de bonne heure dominée par les Francs-Saliens, comme l'Ile-de-France, mais, du ix^e au xiii^e siècle, époque à laquelle se sont formées les cou-

(1) La pratique actuelle n'a pas encore oublié l'attachement des Normands à leur régime matrimonial traditionnel.

tumes territoriales, ses destinées ont été bien différentes de celles du reste de la France.

Les invasions des Normands, au ix^e siècle, et la concession du duché par Charles le Simple, en 911, à Rollo, leur chef, firent de cette région un pays indépendant, qui se créa une Coutume éminemment féodale, avec une prédominance si marquée en faveur du sexe masculin qu'elle a pu être appelée la *Coutume des mâles*.

Au milieu du xi^e siècle, l'expédition de Guillaume le Conquérant, unissant la Normandie à l'Angleterre, la sépara encore plus fortement de la France.

Et, bien que reprise, en 1204, par Philippe-Auguste, la Normandie en fut encore séparée pendant la guerre de Cent ans.

Elle ne fut définitivement réunie à la couronne que sous Charles VII.

De là, l'explication de ces différences entre la Coutume de Normandie et celles des autres provinces.

*
* *

Le droit d'aînesse nous paraît une des manifestations les plus intéressantes du caractère féodal et conservateur de la Coutume de Normandie : produit de la féodalité, il trouva un terrain particulièrement favorable dans cette province, qui « a été considérée avec raison comme étant en France, *le pays par excellence du droit d'aînesse* et de l'indivisibilité du fief (1) ».

(1) E. Glasson, *Le droit de succession au Moyen-Age*, Paris, 1893, p. 22.

*
* *

Si nous sommes portés, par une sorte de respect filial, vers l'étude de la Coutume de Normandie, c'est d'ailleurs un encouragement pour nous que la pensée de ceux de nos ancêtres qui ont passé leur vie dans sa pratique (1) et de ceux de nos compatriotes virois qui ont écrit sur cette Coutume (2).

Vire, le 15 octobre 1911.

(1) Guillaume CASTEL, Sieur de la Blanquère (16..-16..), Avocat au Bailliage de Vire ; — Charles GUÉRER, Sieur du Rocher (1637-1727), Prieur Juge Consul à Vire ; — Nicolas CASTEL, Sieur de la Blanquère (1668-1711), Avocat au Bailliage de Vire ; — Jean-Baptiste GUÉRER, Sieur de la Léverie (1697-1752), Prieur Juge Consul à Vire ; — Jean-Baptiste LOYER (1704-1791), Avocat au Bailliage de Vire ; — Jean-François MARIE (1707-1779), Procureur du Roi au Bailliage de Vire ; — Jean-Baptiste BAZIN (1730-1814), Avocat au Bailliage de Vire.

(2) Bertrand HUBIN DU BUISSON PALLIÈRE, Avocat au Bailliage de Vire, auteur de *l'Esprit de la Coutume de Normandie, avec un Recueil de plusieurs arrêts notables du même Parlement*, qui eut trois éditions in-4° : Rouen, 1691, 1701 et 1720.

Roger-André DE LA PALUELLE (né à Saint-James, dans l'Avranchin, en 1647, mort à Clinchamps, près Vire, en 1710), Licencié en Théologie et en Droit, Curé de Clinchamps, Doyen du Val de Vire, Syndic du diocèse de Coutances, Seigneur et Patron de La Lucerne, auteur des *Résolutions de plusieurs cas de conscience et des plus importantes questions du Barreau touchant les droils et devoirs réciproques des Seigneurs et des Vassaux, des Patrons et des Curez, tant pour le fore extérienr, que pour celui de la conscience*. Ce traité fort curieux de théologie morale et de droit féodal a eu trois éditions in-8° : Caen, 1710, Caen, 1714 et Rouen, 1746.

Jean-Baptiste FLAUST (né à Vire en 1711, mort en sa terre de Saint-Sever, près Vire, en 1783), Avocat au Parlement de Rouen,

Syndic perpétuel des Avocats à la Cour des Comptes, Aides et Finances de Normandie. Ce savant jurisconsulte consacra plus de quarante années de sa vie à composer un ouvrage encore très estimé, qui forme le résumé des divers commentaires sur la Coutume de Normandie : *Explication de la Coutume et de la Jurisprudence de Normandie, dans un ordre simple et facile*. Deux éditions en ont été publiées, chacune en deux volumes in-f° : Rouen, 1781 ; Caen et Rouen, 1785.

INTRODUCTION

SOURCES DU DROIT NORMAND

Le préliminaire indispensable de cette étude est une énumération et un examen rapide des textes sur lesquels elle est basée.

Le premier en date de ces textes (1), le *Très ancien Cou-*

(1) Nous ne saurions passer sous silence, à côté des documents exclusivement normands, les principaux documents anglais postérieurs à la conquête :

1° *Tractatus de legibus et consuetudinibus regni Angliæ*, composé par Glanville, sous le règne de Henri II. Ce traité a eu plusieurs éditions successives en Angleterre depuis 1554, il a été publié par Hoüard dans le premier volume de son *Traité sur les Coutumes anglo-normandes* ; l'édition la plus correcte est celle qui a été insérée par Phillippe à la fin du second volume, en allemand, de l'*Histoire du droit anglais à l'époque de la conquête normande*.

2° *De legibus et consuetudinibus Angliæ libri quinque*, composés par Bracton entre 1256 et 1259. Imprimé pour la première fois en 1569 et, plus tard, en 1640, cet ouvrage a eu une nouvelle édition, au siècle dernier, due aux soins de Travers Twiss et parue dans la collection connue sous le nom de *Rerum Britannicarum medii ævi scriptores or chronicles and memorials of Great Britam and Ireland during the middle age*.

3° *Recueil des coutumes anglo-normandes*, composé par Britton, en français, vers 1290. Publié pour la première fois, en une traduction latine, au milieu du xvi^e siècle, il a été compris par Hoüard dans le quatrième volume de son *Traité sur les Coutumes anglo-normandes*, et une édition très soignée en a été donnée, en 1856, par Francis Morgan Nichols.

4° *Institutes* de Littleton, écrites en français, sous le règne

tumier nous est parvenu en deux versions, l'une latine et l'autre française, ainsi qu'en un abrégé d'une version en dialecte normand.

Le texte latin avait été publié par Warnkönig (1), en 1848, et le texte français par Marnier (2), en 1839. M. Tardif a donné, en 1881, une édition critique du texte latin (3), et, en 1903, une édition critique des textes français et normand (4). Enfin, M. Viollet a publié, en 1906, quelques fragments importants d'un manuscrit que n'avaient pu consulter ces éditeurs (5), fragments que ne donnent pas les éditions latines ou qui y sont défigurés.

Le *Très ancien Coutumier*, œuvre privée, dépourvue de tout caractère officiel, est la juxtaposition de deux traités distincts. C'est ce qui explique pourquoi la plupart des matières y sont traitées deux fois, par exemple les règles des partages entre frères, qui sont posées dans le chapitre

d'Edouard IV. Elles comptent un nombre considérable d'éditions depuis 1481 ; Houard les a publiées dans le premier volume de sa collection des *Anciennes lois des Français* ; et la dernière édition est celle de Tomlins, qui a paru en 1844.

(1) Warnkönig, *Französische Staats und Rechtsgeschichte, II Urkundenbuch*, Bâle, 1848, in-8°.

(2) M.-A. J. Marnier, *Etablissements et coutumes, assises et arrêts de l'Echiquier de Normandie au XIII^e siècle (1207-1245)*, Paris, 1839, in-8°.

(3) Ernest-Joseph Tardif, *Coutumiers de Normandie*, t. I, 1^{re} partie, *Le Très ancien Coutumier de Normandie*, texte latin, Rouen, 1881, in-8°. — Les textes que nous citerons sont tirés de cette édition.

(4) Ernest-Joseph Tardif, *Coutumiers de Normandie*, t. I, 2^e partie, *Le Très ancien Coutumier de Normandie*, textes français et normand, Rouen, Paris, 1903, in-8°.

(5) P. Viollet, *Les coutumiers de Normandie (Histoire littéraire de la France*, t. XXXIII), Paris, 1906, in-4°.

VIII, *De portione fratrum*, et reproduites au chapitre LXXXIII, *De divisione tenementi inter heredes*.

La première partie, qui comprend les soixante-cinq premiers chapitres de l'édition Tardif, a été rédigée par un clerc, aux environs d'Evreux, au plus tôt en 1199, et, au plus tard, vers l'époque de la conquête de la Normandie par Philippe-Auguste.

La seconde partie, qui comprend les vingt-six derniers chapitres, a été rédigée entre les années 1218 et 1223, probablement dans la région de Bayeux.

Le texte latin est l'original, le texte français est une traduction du ^{xiii}e siècle, et l'abrégé de la version normande a été rédigé, ainsi que celle-ci elle-même, entre 1316 et 1330.

Le second en date des coutumiers normands, connu généralement sous le nom de *Grand Coutumier*, nous est parvenu en trois versions, l'une latine, une autre en prose française et la dernière en vers français.

Les deux premières ont été bien des fois imprimées depuis la fin du ^{xv}e siècle. La dernière édition des deux textes latin et français est celle qu'a donnée, en 1881, M. Laurence de Gruchy (1). M. Tardif a donné, en 1896, une édition critique du texte latin (2), sous le titre de

(1) William Laurence de Gruchy, *L'ancienne coutume de Normandie*, Jersey, 1884, in-8°.

(2) Ernest-Joseph Tardif, *Coutumiers de Normandie*, t. II, *La Summa de legibus Normannie in curia laicali*, Rouen, Paris, 1896, in-8°. — Les textes que nous citerons sont tirés de cette édition.

Summa de legibus Normannie in curia laicali, titre que les anciens manuscrits lui donnent le plus souvent. Le texte en vers a été imprimé par Hoüard, en 1782, mais incomplet au commencement et à la fin (1).

Le *Grand Coutumier* se compose d'une partie primitive, dont la rédaction fut achevée entre les années 1254 et 1258, qui fut complétée après coup par l'insertion de passages additionnels, les uns intercalés dans le corps du texte, les autres placés simplement à la suite.

Il a été composé en Basse-Normandie, par un clerc nommé Maucael.

Le texte latin est bien probablement antérieur au texte en prose française, et le texte en vers est dû à Guillaume Chapu, qui devait écrire au XIII^e ou XIV^e siècle.

L'une des œuvres juridiques les plus importantes du Moyen-Age, principal monument du droit normand, qu'il présente dans toute sa pureté, le *Grand Coutumier*, bien que l'ouvrage d'un simple particulier, fut rapidement considéré comme une œuvre officielle : confirmé et cité par les rois de France, il fut regardé comme tel jusqu'à la rédaction de la *Coutume de Normandie*, et les commentateurs de cette dernière l'ont souvent qualifiée de « *Coutume réformée* ». Le *Grand Coutumier* est, maintenant encore, au nombre des éléments divers qui constituent le droit des îles normandes soumises à la domination anglaise.

La perfection du *Grand Coutumier* permit aux Normands

(1) Hoüard, *Dictionnaire de la Coutume de Normandie*, Rouen, 1782, t. IV.

de s'en contenter longtemps, et ce fut seulement en 1576, aux Etats Généraux de Blois, que leurs députés se décidèrent à demander la rédaction de leurs usages, qui fut ordonnée par Henri III. La nouvelle Coutume entra en vigueur le 1^{er} juillet 1583, et, complétée par les usages locaux, qui furent rédigés en 1586, ainsi que par différents arrêts de règlement délibérés par le Parlement de Normandie, elle fit loi dans la province jusqu'en 1804.

Sous une législation coutumière, la littérature juridique et les documents judiciaires présentent pour l'histoire du droit une importance toute particulière.

Le *Grand Coutumier* a donné lieu à de remarquables commentaires.

Le premier, d'un auteur inconnu, est désigné sous le nom de *glose*, parce qu'il est imprimé sous cette forme autour du texte dans les plus anciennes éditions du *Grand Coutumier*. Il doit dater du premier quart du xv^e siècle et contenir quelques additions postérieures.

On peut ainsi tirer d'utiles renseignements des travaux de Le Rouillé (1), de Sorin (2), et surtout de Terrien (3).

Deux consultations, d'un caractère officiel et judiciaire, sur les usages de la province en matière successorale, qui

(1) Le Rouillé, *Exposition du livre coutumier de Normandie*, Paris, 1534 et Rouen-Paris, 1539, in-f^o.

(2) *De consuetudine Normanniæ, gallica et latina, diligenter visa, castigata et commentariis illustrata, autore Tarnisio Sorino Lessaeo*, Caen, 1568 et 1574.

(3) Terrien, *Commentaires du droit civil, tant public que privé, observé aux pays et duché de Normandie*, Paris, 1574 et 1578, Rouen, 1654, in-f^o. Les textes que nous citerons sont tirés de la première édition.

remontent à 1288 et 1294, peuvent être considérées comme le commentaire du chapitre XXIV du *Grand Coutumier*, *De portionibus*, ou, si l'on veut, comme un supplément de ce chapitre (1).

Peu de coutumes peuvent compter plus de commentateurs que la *Coutume de Normandie*.

A côté des ouvrages secondaires, il faut faire une place à part aux œuvres tout à fait remarquables de Bérault (2), de Godefroy (3), de Pesnelle et de Roupnel (4), de Basnage (5), de Flaust (6), de Houïard (7).

(1) P. Viollet, *Les coutumiers de Normandie (Histoire littéraire de la France, t. XXXIII)*, Paris, 1906, in-4°.

(2) Josias Bérault, *La Coutume réformée du pays et duché de Normandie, anciens ressorts et enclave d'iceluy, avec les commentaires, annotations et arrêts donnez sur l'interprétation d'icelle*, Rouen, 1606, 1612, 1614, 1620, in-4°, Rouen, 1632, 1648, 1660, in-f°. — *Commentaires sur la Coutume de Normandie*, par MM. Bérault, Godefroy, et la Paraphrase de M. d'Aviron, Rouen, 1776, 2 vol. in-f°. — Les textes que nous citerons sont tirés de cette dernière édition.

(3) Voir la note précédente.

(4) Pesnelle, *Coutume de Normandie expliquée, avec les observations de Roupnel, Seigneur de Chenilly, conseiller au bailliage et siège présidial de Rouen*, Rouen, 1759, in-4°, Rouen, 1766, 1771, 2 vol. in-4°.

(5) Henri Basnage, *La Coutume réformée du pais et duché de Normandie, expliquée par plusieurs arrêts et règlements et commentée*, Rouen, 1678, 1694, 2 vol. in-f°. — *Les Œuvres de Maître Henri Basnage, Ecuier, Seigneur du Franquesnei, Avocat au Parlement, contenant ses Commentaires sur la Coutume de Normandie et son Traité des Hypothèques*, Rouen, 1709, 1778, 2 vol. in-f°. — Les textes que nous citerons sont tirés de l'édition de 1709.

(6) Jean-Baptiste Flaust, *Explication de la Coutume et de la jurisprudence de Normandie dans un ordre simple et facile*, Rouen, 1781, 1785, 2 vol. in-f°. — Les textes que nous citerons sont tirés de la première édition.

(7) David Houïard, *Anciennes lois des Français conservées dans les*

Les diverses juridictions normandes prirent de bonne heure l'habitude de faire consigner sur des rouleaux, puis sur des registres, les actes émanant d'elles ou passés devant elles.

Six recueils privés ont été publiés, dont cinq contiennent des arrêts rendus entre 1207 et 1290 par l'Echiquier, et le dernier renferme des décisions des assises tenues par les baillis royaux à Caen, à Bayeux, à Falaise, à Avranches, à Orbec et à Exmes, de 1234 à 1237. Ces compilations ont été éditées par Warnkœnig (1), Léchaudé d'Anisy (2), Marnier, (3), Delisle (4), Auvray (5) et Perrot (6).

Coutumes anglaises, recueillies par Littleton, Rouen, 1776, 2 vol. in-4°. *Traité sur les Coutumes anglo-normandes qui ont été publiées en Angleterre depuis le XI^e jusqu'au XIV^e siècle*, Rouen, 1776, 4 vol. in-4°. — *Dictionnaire analytique, historique, critique et interprétatif de la Coutume de Normandie*, Rouen, 1780, 4 vol. in-4°.

(1) Warnkœnig, *Französische Staats und Rechtsgeschichte, II Urkundenbuch*, Bâle, 1848 (Troisième compilation, p. 70-117, et cinquième compilation, p. 120-134).

(2) Léchaudé d'Anisy, *Grands rôles de l'Echiquier de Normandie (Mémoires de la Société des Antiquaires de Normandie, t. XV, Paris, 1851, in-4°*. — Deuxième compilation, p. 137-144, et cinquième compilation, p. 150-153).

(3) M. A. J. Marnier, *Etablissements et coutumes, assises et arrêts de l'Echiquier de Normandie au XIII^e siècle (1207-1245)*, Paris, 1839, in-8° (Quatrième compilation, version française, p. 111-201).

(4) L. Delisle, *Recueil de jugements de l'Echiquier de Normandie au XIII^e siècle*, Paris, 1864, in-4° (Première compilation et décisions diverses).

(5) L. Auvray, *Jugements de l'Echiquier de Normandie au XIII^e siècle, tirés d'un manuscrit du Vatican (Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, t. XLIX, Paris, 1888, in-4°*. — Quatrième compilation, version latine, p. 639-644).

(6) Ernest Perrot, *Arresta communia Scacarii (Bibliothèque de l'histoire du droit normand, première série, t. I)*, Caen, 1910, in-8°.

D'autres recueils d'arrêts de l'Echiquier ont pris place, dès le ^{xv}^e siècle, dans l'ancien *Stille*, publié par Marnier (1) et de Valroger (2).

Un recueil important, composé en majeure partie d'arrêts du milieu de la fin du ^{xiv}^e siècle, disposés suivant l'ordre des matières du *Grand Coutumier* et probablement recueillis dans les marges d'un manuscrit de celui-ci, s'est trouvé soudé, dans certains manuscrits, au *Stille de procéder en pays de Normandie*, et il est imprimé à la suite du *Grand Coutumier* dans la plupart des éditions gothiques.

Enfin, on trouve beaucoup de décisions judiciaires postérieures à 1583, éparses dans les éditions de la *Coutume* et dans les ouvrages des commentateurs.

(1) M. A. J. Marnier, *Coutume style et usage au temps des Echiquiers de Normandie*, Caen, 1847, in-4°.

(2) L. de Valroger, *Coustume, stille et usage au temps des Echiquiers de Normandie* (*Mémoires de la Société des Antiquaires de Normandie*, t. XVIII, Paris, 1851, in-4°).

CHAPITRE PREMIER

ORIGINE ET ÉVOLUTION DU DROIT D'AINESSE (1).

Le droit d'aînesse a existé chez plusieurs peuples anciens comme « institution patriarcale, inspirée par un besoin religieux, le culte des ancêtres, ou par un besoin énergique de concentration d'autorité familiale » (2).

Les Aryas et les Sémites ont connu le droit d'aînesse. Selon les lois de Manou, l'aîné seul, parce qu' « il a été

(1) Voy. : P. Cauwès, sur le mot *ainesse* (*Grande Encyclopédie*, t. I, p. 997-1003) ; E. Glasson, *Histoire du droit et des institutions de la France*, Paris, 1887-1894, 6 vol in-8°, et *Histoire du droit et des institutions politiques, civiles et judiciaires de l'Angleterre comparés au droit et aux institutions de la France depuis leur origine jusqu'à nos jours*, Paris, 1882-1883, 6 vol. in-8° ; Vachier, *Le droit d'ainesse*, Reims, 1889, in-8° ; Edouard Charlot, *Le droit d'ainesse dans la France coutumière*, Paris, 1901, in-8° ; E. Bès de Berc, *Le droit d'ainesse, étude historique et économique*, Paris, 1908, in-8° ; Cuzacq, *Le droit d'ainesse et le partage de la succession dans les Landes (Bulletin de la Société des sciences, lettres et arts de Bayonne, 1880-1882)* ; G. d'Espinay, *Le droit d'ainesse en Poitou (Nouvelle revue historique de droit français et étranger, t. XX, mai-juin 1896, p. 365 et suiv., 477 et suiv.)* ; Pierre Espivent de La Villesboisnet, *Le droit d'ainesse dans la Coutume de Bretagne*, Paris, 1901, in-8° ; Edouard Escarra, *La succession aux biens réels dans les coutumes anglo-normandes. Son développement en droit moderne*, Paris, 1903, in-8° ; Lucien Thiébault, *Le privilège de masculinité et le droit d'ainesse en Lorraine et Barrois*, Paris, 1904, in-8° ; Charles Lécureur, *Etude sur l'ancien droit des successions d'après les coutumes du Maine*, Paris, 1909, in-8°.

(2) P. Cauwès, sur le mot *ainesse* (*Grande Encyclopédie*, t. I, p. 997).

engendré pour l'accomplissement du devoir envers les ancêtres », avait le droit d'invoquer Indra, et, après le décès de son père, il prenait seul possession de tout le patrimoine ; les autres enfants, « *nés de l'amour* », vivaient sous sa tutelle (1). Plus tard, le droit de l'aîné s'affaiblit : il partagea avec ses frères, mais en prélevant la maison paternelle et en prenant une part double de celle des autres (2).

L'aîné, chez les Hébreux, avait le droit de prendre deux parts dans l'héritage paternel, afin de faire face à toutes les charges de la famille (3), une autorité quasi-paternelle lui était dévolue sur ses frères puînés (4), il possédait la dignité sacerdotale (5), et c'était l'aîné qui, dans la race royale de David, descendant de Juda, succédait à son père dans la promesse d'être ancêtre du Messie (6).

Le droit d'aînesse, tel qu'il existait chez les Hébreux, n'est pas l'origine et la cause du droit d'aînesse qui a régi l'Europe au moyen-âge, mais celui-ci chercha plus d'une fois son inspiration dans la législation hébraïque, et les commentateurs de la Coutume de Normandie, en particulier, s'appuient bien souvent sur ses textes.

(1) Manou, IX, 105-107.

(2) Manou, IX, 111, 117-126.

(3) *Deutéronome*, XXI, 15-17.

(4) *Genèse*, XXV, 23 ; XXVII, 29 ; XXXVII, 21-22, 30 ; XLII, 22, 37 ; XLIII, 33.

(5) *Exode*, XIX, 22, 24 ; XXIV, 5.

(6) Voy. S. Many, sur le mot *aînesse*, dans F. Vigouroux, *Dictionnaire de la Bible*, t. I, p. 318-322.

On trouve, dans les institutions de certains peuples anciens, une curieuse antithèse du droit d'aînesse : le droit de juveignerie, ou l'attribution de l'hérédité paternelle au plus jeune des fils (1).

Il est probable que la juveignerie a dû sa formation à des causes sociales et économiques : si l'aînesse a été la loi des peuples sédentaires qui vivaient sous le régime patriarcal, la juveignerie a été celle des tribus nomades de chasseurs et de pasteurs (Celts, Kimris) ainsi que des bandes guerrières de Scandinaves.

La juveignerie s'est développée dans certaines régions de la Gaule (Bretagne, Picardie, Artois), de la Grande-Bretagne (elle s'est maintenue jusque de nos jours dans le Sussex et les Iles Shetland), de la Suisse, de l'Allemagne, de la Finlande, de la Livonie et de l'Esthonie.

Les Grecs et les Romains ont-ils consacré le droit de primogéniture ?

(1) Voy. : G. Regelsperger, sur le mot *juveignerie*, dans la *Grande Encyclopédie*, t. XXI, p. 362 et 363 ; Lobineau, *Histoire de Bretagne*, Paris, 1707, t. I, p. 852 ; *Encyclopédie méthodique. Jurisprudence*, 1785, t. V, p. 402 ; Baron Ernouf, *Du droit de juveignerie*, dans la *France judiciaire*, 7^e année, 1882-1883, 1^{re} partie, p. 313,

On l'a soutenu (1), et c'est une opinion plausible en ce qui concerne Sparte et Thèbes.

Mais, dans les textes du droit athénien, on ne voit trace d'aucun privilège légal pour l'aîné : il est seulement question, dans le *Phormion* de Démosthène, d'un préciput qu'un aîné tenait du testament de son père.

L'existence du droit d'aînesse dans les institutions de Rome est beaucoup plus conjecturale encore : aucun texte n'y fait allusion, et l'origine indo-européenne, la religion du foyer ne fournissent à l'appui d'un droit de primogéniture que des inductions faillibles.

*
* *

Ni l'état social des Germains, imparfaitement sédentaire encore au temps de Tacite, ni leur existence aventureuse, ni enfin et surtout leur organisation de la famille, dans laquelle l'autorité du chef était tempérée par les droits de l'individu, ne doivent faire admettre aisément l'existence parmi eux d'un droit d'aînesse.

Tacite n'en parle qu'à propos des Teuctères. Après nous avoir dit que ce peuple fournit la meilleure cavalerie, qu'à tout âge les hommes, jeunes ou vieux, éprouvent une véritable passion pour les chevaux, il ajoute : « *Inter familiam et pendites et jura successionum equi traduntur; excipit*

(1) Fustel de Coulanges, *La cité antique*, 17^e éd., Paris, 1910, p. 80 et suiv.

filius, non ut cetera maximus natus, sed prout ferox bello et melior (1). »

Ce texte a fait naître une intéressante discussion : la pensée de l'auteur est-elle que le droit d'aînesse existait chez tous les peuples germains et que les Teutères n'avaient aucun autre usage particulier que celui d'enlever les chevaux à l'aîné pour les donner au plus vaillant dans les combats ?

C'est ainsi que le texte a été entendu par Fustel de Coulanges (2).

Mais M. Glasson (3) a justement fait remarquer qu'il serait singulier que Tacite n'eût pas parlé de l'aînesse dans la partie générale de son traité, si elle avait été de droit commun. S'il n'en a fait mention qu'incidemment, dans la série des paragraphes où sont décrites les mœurs particulières de quelques peuples, c'est apparemment que le droit d'aînesse n'existait qu'à l'état d'exception. Lorsqu'au contraire il trace les règles successorales de l'ensemble des peuples de la Germanie, Tacite parle des enfants sans distinction de primogéniture et les qualifie *heredes sui*. Or, le sens juridique de cette expression, que Tacite connaissait très bien, est exclusif du droit d'aînesse : si celui-ci avait existé, une copropriété de famille n'aurait pas pu s'établir entre le père et ses enfants, mais seulement entre

(1) Tacite, *De moribus Germanorum*, § 32.

(2) Fustel de Coulanges, *La cité antique*.

(3) E. Glasson, *Observations sur la famille et la propriété chez les Germains*, Orléans, 1885, p. 17 et suiv.

le père et son fils aîné, et alors les termes employés auraient été tout à fait inexacts.

Cette interprétation est d'autant plus sûre qu'aucune des *leges* des peuples barbares, après les invasions, ne mentionne un droit d'aînesse, et que personne n'en admet l'existence à l'époque mérovingienne : comment la tradition germanique eût-elle été si tôt brisée si l'aînesse attribuée aux anciens Germains avait vraiment existé ?

Le seul élément de notre droit d'aînesse qui ait pu dériver des coutumes germaniques, c'est la préférence des mâles vis à-vis des femmes. Mais le privilège de masculinité serait tout aussi bien sorti des nécessités du système féodal que le principe de l'exclusion des ascendants ou le privilège de primogéniture.

* *

Le droit d'aînesse, en effet, est d'origine purement féodale : cette règle successorale était une conséquence inévitable du système politique et social que fut la féodalité.

Ce privilège, aujourd'hui, nous paraît odieux ; mais, si la pensée s'affranchit, oubliant les conditions politiques et sociales actuelles, elle se rendra compte que l'institution a pu, à un moment donné, être nécessaire, et que ce sont plus les circonstances que les volontés humaines qui lui ont donné naissance.

La nature même du fief imposait son indivisibilité, sa transmission à un seul successeur.

Le fief était moins une propriété privée qu'une souveraineté sociale. Avec le château et la terre, souche et origine de la famille seigneuriale, il comprenait encore la masse des tenures nobles et roturières qui s'étaient groupées autour du château, et surtout l'ensemble des devoirs et des droits qui reliaient le seigneur à ses hommes. La réunion de ceux-ci autour du seigneur formait une association, dont ce dernier était le chef. A sa mort, un de ses fils le remplaçait, parce que, dans la société de cette époque, l'égalité des guerriers avait fait place à la soumission hiérarchique, mais il était seul. Admettre la subdivision du fief, c'eût été aller contre le but même de l'association, qui s'était formée pour présenter un faisceau de forces imposant le respect par sa puissance et capable de résister aux attaques : que serait-elle devenue divisée, partagée entre plusieurs ?

La transmission du fief à un seul des héritiers du titulaire qui venait à décéder était aussi imposée par les charges qui incombaient au détenteur de ce fief.

L'inféodation d'un domaine se faisait par une sorte de contrat qui accordait au vassal la possession de la terre, à charge de foi et hommage, et surtout à charge de certains services, dont le principal était le service militaire.

Dans la société du moyen âge, on a constamment vécu sur le pied de guerre : celle-ci était l'état normal. Quand les seigneurs n'étaient pas réunis sous la bannière du roi, pour repousser une invasion ou faire une expédition lointaine, ils guerroyaient les uns contre les autres. Aussi,

quand ils inféodaient un de leurs domaines, ils exigeaient toujours de leur vassal le service d'ost ou de chevauchée. Or, le service militaire exigeait alors un armement très coûteux (1), et la division du fief entre plusieurs héritiers n'aurait pas permis à chacun d'eux de répondre convenablement à ces exigences (2).

Par son âge, par son expérience, par sa longue possession du nom et de la renommée de sa famille, le fils aîné était tout désigné pour remplacer son père, pour maintenir dans son intégrité et sa force l'unité politique, sociale et militaire qu'était le fief.

Le droit de l'aîné n'ayant d'autre fondement que l'indivisibilité du fief, les puînés n'étaient exclus de la succession quesi elle ne comprenait qu'un seul fief. Si elle en comprenait plusieurs, l'aîné obtenait ordinairement le plus important d'entre eux, mais les puînés recueillaient les autres. Etranger à toute inspiration religieuse ou patriar-

(1) Les meilleures armées féodales n'étaient pas les plus nombreuses, mais celles qui se composaient des chevaliers les mieux équipés, les mieux armés, et un homme d'armes devait être servi par des écuyers, par plusieurs valets, amener plusieurs chevaux de guerre quand il était convoqué par son seigneur.

(2) La même raison explique l'exclusion des ascendants. Montesquieu, voulant justifier le principe « fiefs ne remontent point », donne cette raison que les ascendants sont, par leur âge, le plus souvent incapables de s'acquitter du service militaire (*Esprit des lois*, l. XXXI, ch. XXXIV).

Et cette même raison suffit encore à expliquer l'exclusion des filles : « La véritable raison de préférer les mâles, dit Blackstone, a sa source dans la loi féodale. Selon cette loi, les filles sont incapables de posséder des fiefs, parce qu'elles ne peuvent rendre les services militaires, auxquels ils obligent. »

cale, notre droit coutumier rompait l'égalité entre les enfants, fortement enracinée dans les traditions gallo-romaines et franques, seulement dans les cas et dans la mesure où cela était nécessaire pour maintenir la puissance de la seigneurie et les droits du suzerain.

.

Mais le droit d'aînesse n'a pas existé dès l'origine des fiefs.

Il n'en pouvait être question avant l'époque où les fiefs furent héréditaires. Or, cette hérédité des fiefs mit plusieurs siècles à s'établir. Si elle apparut dès le ^{vi}e siècle en Bourgogne (1), il n'en est pas moins vrai qu'il y avait encore en France des fiefs viagers aux ^{xi}e et ^{xii}e siècles (2). Mais, dès le ^{xiii}e siècle, tous les fiefs étaient héréditaires en France.

A l'origine, quand le vassal venait à mourir, le bien retournait au seigneur concédant ; mais on prit de bonne heure l'habitude d'assurer la dévolution du bénéfice par un accord entre le seigneur et le vassal dans l'acte même de concession. On établissait, dans certains actes, que le fief devait être indivisible à la mort du vassal et que le suzerain choisirait pour le remplacer celui des héritiers

(1) Loi de Gondebaud, tit. I, art. 3 et 4 (Pertz, *Leges*, III, 532).

(2) Voy. : Meyer et Longon, *Rooul de Cambrai*, p. XXXII ; d'Espinau, *Etudes sur le droit de l'Anjou au moyen âge* (*Revue historique de droit français et étranger*, t. VIII, p. 546 et 547) ; Teutey, dans les *Archives des missions scientifiques*, 3^e série, t. VI, p. 334, note 4.

qui lui paraîtrait le plus apte au service du fief (1). On convenait, dans d'autres, que le fief se transmettrait au fils aîné du vassal (2). Il y avait ainsi un régime successoral propre à chaque fief.

Mais la transmission exclusive à l'aîné devint la coutume générale, et on cessa même de régler cette question dans les actes de concession.

*
* *

Ce fut à l'imitation de ce que les rois firent pour la couronne que les grands feudataires introduisirent dans le droit féodal l'hérédité, l'indivisibilité des fiefs et le droit d'aînesse.

Sous les Mérovingiens, quand le roi mourait, le royaume était également partagé entre ses fils, et ce fut souvent la cause de ces sanglantes tragédies de famille qui remplissent l'histoire des successeurs de Clovis.

Mais quand les Francs eurent été menacés par l'invasion, quand ils eurent eux-mêmes porté la guerre au delà de leurs frontières, ils comprirent que le droit d'aînesse serait un élément de supériorité et de puissance, et quand Louis le Débonnaire, en 817, régla d'avance le partage de l'empire entre ses fils, il introduisit dans son capitulaire des dispositions qui montrent déjà clairement « l'apparition des préoccupations auxquelles on devra plus

(1) Voy. un acte de 1152, dans Meyer, *Urkundenbuch*, t. I, p. 629.

(2) Voy. Pertz, *Leges*, I, 198.

tard l'introduction du droit d'aînesse dans notre droit public » (1).

Ces tendances s'affirmèrent de plus en plus nettement pendant les règnes suivants, et, en 954, à la mort de Louis d'Outremer, le royaume entier passa aux mains de Lothaire, son fils aîné, à l'exclusion de Charles, le puîné.

Mais l'hérédité de la couronne fut cependant remise en question, au x^e siècle, par la révolution qui porta au trône Hugues Capet, et si les Capétiens, pendant deux siècles, associèrent leur fils aîné au pouvoir royal, c'est incontestablement une marque du peu de consistance qu'avaient alors et l'hérédité et le droit d'aînesse : la France fut, en effet, le théâtre d'une lutte très vive, aux xi^e et xii^e siècles, entre les deux principes politiques de l'hérédité et de l'élection (2).

Cependant, à la fin du xii^e siècle, le principe de l'héré-

(1) E. Glasson, *Histoire du droit et des institutions de la France*, t. VII, p. 436.

Les dispositions les plus remarquables de ce capitulaire sont les suivantes : les puînés devront, au moins une fois par an, se rendre auprès de leur frère aîné et lui apporter des dons volontaires ; celui qui serait empêché enverra à sa place un légat ; les puînés ne pourront faire ni la paix ni la guerre sans le consentement du frère aîné ; ils auront seulement le droit de réprimer les insurrections et d'arrêter les invasions subites ; les puînés ne pourront pas se marier sans le consentement de l'aîné ; si l'un des puînés vient à mourir, son autorité ne se partagera pas entre ses enfants, mais appartiendra à celui que désignera l'élection du peuple ; à défaut d'enfants, sa part reviendra à l'aîné ; enfin, si l'un des puînés est encore mineur, d'après la loi ripuaire, l'aîné en aura la garde.

(2) Voy. Luchaire, *Histoire des institutions monarchiques de la France sous les premiers Capétiens* (987-1180), 2^e éd., Paris, 1891, t. I, p. 62 et suiv.

dité avait si bien prévalu que Louis VII ne jugea pas nécessaire de faire couronner d'avance son fils unique et s'y décida seulement, en 1179, lorsque, frappé de paralysie et incapable de s'occuper personnellement des affaires, il vit que le concours de l'héritier présomptif lui était absolument indispensable. Philippe Auguste put s'abstenir de faire couronner son fils de son vivant. L'indivisibilité et l'hérédité de la couronne, ainsi que le droit d'aînesse, constituaient désormais la base inébranlable sur laquelle reposait la monarchie.



Le duché de Normandie n'a jamais été démembré (1).

Aux débuts, le duc était élu, et la transmission du pouvoir ne put se faire sans l'assentiment des grands jusque vers le milieu du XI^e siècle.

Dudon de Saint-Quentin nous rapporte que Rollon, accablé par l'âge, réunit les principaux d'entre les Normands et leur fit élire comme duc son fils Guillaume Longue-Epée (2).

(1) Voy. Lucien Valin, *Le duc de Normandie et sa Cour* (912-1204), Paris, 1909.

(2) « Robertus, Northmannorum patricius, grandæva ætate nimioque labore præliorum consumptus, convocatis Dacorum Britonumque principibus, dedit omnem terram suæ ditionis Willelmo, Poppæfilio, atque, inter manus Willelmi adolescentis manus suas mittentes, principes colligavit illi conjurationis sacramento » (*Dudonis Sancti Quintini de moribus et actis primorum Normanniæ ducum*, Nouvelle édition par Jules Lair, *Mémoires de la Société des Anti-*

La même scène se répéta lorsque Guillaume Longue-Epée, malade, forma le projet de prendre l'habit monastique, et demanda aux Normands d'élire comme duc son fils Richard, proposition à laquelle ils s'empressèrent d'acquiescer (1).

Richard I^{er}, Richard II, Robert le Magnifique désignèrent bien leur successeur, mais ils prirent soin de le faire accepter par l'assemblée des fidèles, et Robert, qui s'empara du pouvoir par un coup de force, ne manqua pas cependant de faire valider sa prise de possession par les hauts barons (2).

A partir de Guillaume le Conquérant, le système de l'élection ne fut plus appliqué.

Avant de partir pour la conquête de l'Angleterre, Guil-

quaires de Normandie, 3^e série, t. III, 2^e partie, Caen, 1865, in-4^e, p. 173).

(1) «... quoniam omnipotentis Dei voluntati non debetis resistere et meum propositum refutare, precor vos ut consiliis meis faucatis, et quomodo humanarum rerum sors se forte habeat, filium meum Ricardum ducem vobis me superstitute eligatis, et intentione custodiendæ fidelitatis et militationis, manus vestras manibus ejus detis. » Extemplo cum Northmannis Britones responderunt Willelmo dicentes : « Huic consilio annuimus, et quod rogas fideliter faciemus. » Igitur continuo Northmanni et Britones commendaverunt se Ricardo unanimes, sacramento veræ fidei illi se connectentes... » (*Dudonis Sancti Quintini de moribus et actis primorum Normanniæ ducum*, édition Jules Lair, p. 202 et 203).

(2) « Decedente igitur Duce Richardo a mundani Principatus culmine et regna, ut credimus, uranica scandente, Robertus frater eius totius Monarchiæ Comitatus ab omnibus subrogatur » (*Willelmi Calculi Gemmeticensis Monachi, Historiæ Normannorum Libri VIII*, apud André du Chesne, *Historiæ Normannorum...*, Paris, 1619, p. 258).

laume avait fait reconnaître comme son héritier du duché de Normandie son fils Robert Courteheuse, et il avait « ordonné » aux grands, nous dit Orderic Vital, de lui prêter l'hommage et de lui jurer fidélité.

Dans la première moitié du ^{xii}e siècle, la transmission du pouvoir ne se fit plus régulièrement : Henri Beauclerc s'empara violemment du duché ; Etienne se fit proclamer duc au mépris des droits de l'impératrice Mathilde, qu'Henri avait fait désigner pour lui succéder dans une assemblée des barons d'Angleterre et de Normandie ; Gefroy d'Anjou, aux droits de sa femme, l'impératrice, reprit la Normandie à Etienne, après dix ans de guerres.

Sous la dynastie des Plantagenets, la dévolution de la succession au duché paraît devoir s'être faite normalement en suivant l'ordre de primogéniture, sans aucune intervention des barons.

A la mort de Richard Cœur-de-Lion, la couronne ducale aurait dû appartenir normalement à Arthur de Bretagne, qui représentait son père, Geoffroy, troisième fils de Henri II. Mais Jean-sans-Terre, alors comte de Mortain, dernier fils du Plantagenet, se fit proclamer duc à Rouen, au mépris des droits de son neveu. Philippe-Auguste, son suzerain, lui reprocha cet acte de violence comme une violation du droit reconnu en Normandie et exploita habilement ses fautes, qui rendirent la conquête inévitable.

..

Le droit d'aînesse passa, avec les Normands, de France

en Angleterre, où il était inconnu avant la conquête (1).

Puis, fortifié et développé sur le sol de la Grande-Bretagne (2), le droit d'aînesse propre à ce pays a fait sentir son influence dans certaines parties de la France, surtout en Normandie, en Bretagne, en Anjou et dans le Maine.

Henri II introduisit ce système en Bretagne, pendant qu'elle était gouvernée par son fils Geoffroy : tel fut l'objet de l'assise de 1185, connue sous le nom de ce dernier (3).

Le passage suivant du *Très ancien Coutumier* semble indiquer l'existence, pour la Normandie, d'un acte législatif analogue à l'assise bretonne : « *Et si escaetas nunquam habuerint, et solum feodum lorice vel dimidium, quod partitum fuerit ante hanc constitutionem, habuerint, quod partiri non potest, illud remanet fratri primogenito* » (4). »

(1) Voy. E. Glasson, *Histoire du droit et des institutions de l'Angleterre*, t. I, p. 123.

(2) Au temps de Glanville, le droit d'aînesse ne s'appliquait encore qu'aux fiefs de chevalerie (Glanville, l. VII, cap. 3, § 2). S'agissait-il d'un socage, on le partageait entre tous les fils, si, de tout temps, il avait été reconnu divisible, sauf un droit de prélèvement au profit de l'aîné ; ce bien avait-il été de tout temps indivisible, alors, dans certaines contrées, on l'attribuait aussi à l'aîné, dans d'autres, au puîné.

Plus tard, au temps de Bracton, le droit d'aînesse, autrefois limité aux tenures à service militaire, concernait même celles qui ne présentaient pas ce caractère (Bracton, fol. 64).

Enfin, au temps de Littleton, on distinguait deux sortes de biens, les biens réels et les chattels : le système de la succession féodale avec le droit d'aînesse s'appliquait aux premiers, qui, seuls, avaient une valeur réelle et constituaient la fortune.

(3) Voy. Planiol, *L'Assise au comte Geoffroi* (*Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, 1887, p. 117-162 et 652-708).

(4) Ch. VIII, § 4.

Mais, cette partie du *Très ancien Coutumier* étant, d'après M. Tardif, postérieure d'environ quatorze ans à l'assise du comte Geoffroy, ne pourrait-on pas soutenir que la constitution visée par ce document n'est autre que la célèbre assise bretonne, œuvre d'un prince normand, dont l'autorité se serait fait sentir jusque dans notre province, à raison tant des relations de voisinage qui existaient nécessairement entre les deux pays que de la communauté d'origine des princes qui la gouvernaient ?



Le droit d'aînesse, comme presque tous les droits féodaux, survécut au système politique qui l'avait fait naître.

Quand les nécessités sociales ne forcèrent plus les individus à rester groupés étroitement sous le commandement de l'un d'eux, et quand, d'un autre côté, le souvenir du lien personnel qui avait mis le fief dans la famille se fut effacé, quand celui-ci fut devenu la propriété du seigneur, le patrimoine de sa famille, le droit d'aînesse apparut comme le moyen le plus propre à « conserver la fortune immobilière et le lustre du nom patronymique dans les familles nobles (1) ».

« A mesure, écrit Laboulaye, que l'esprit féodal ou militaire disparut de la législation, l'esprit aristocratique ou nobiliaire le remplaça, mais par une substitution insen-

(1) Henri Beaune, *Droit coutumier français. La condition des biens*, Paris, 1866, p. 363.

sible, et dont on ne s'aperçut qu'après plusieurs siècles écoulés (1). »

La chevalerie a brillé, au moyen-âge, d'un très grand éclat : elle a eu pour elle la poésie du courage et de la vaillance, le culte du beau et du bien. Dans cette magnifique revue de grands actes, chaque famille a eu sa part, et son histoire était mêlée à celle du pays. Au-dessus de la foule des manants, roturiers, bourgeois, dont le nom ne rappelait guère que des souffrances et des misères, celui des nobles signifiait puissance, bravoure, gloire, richesse : il n'était pas un simple numéro d'ordre, mais un recueil de souvenirs. Aussi ce nom, l'idée de cette famille étaient sacrés, et l'on s'explique la faveur avec laquelle les nobles voyaient le droit d'ainesse, qui répondait si bien à leur préoccupation d'assurer l'avenir du nom qu'eux et leurs ancêtres avaient brillamment porté (2).

(1) E. Laboulaye, *Recherches sur la condition civile et politique des femmes, depuis les Romains jusqu'à nos jours*, Paris, 1843.

(2) Cette préoccupation se traduisait parfois par des contrats, dont l'exemple suivant nous est rapporté par André Du Chesne dans son *Histoire généalogique de la maison de Montmorency et de Laval*, Paris, 1624, p. 173 et 174.

Guy de Laval, déjà âgé, avait perdu son fils unique et ne pouvait se résoudre à voir s'éteindre « sa ligne, ne la bonne memoire, vaillance de luy et de ses predecesseurs ». Il accorda, en 1404, sa fille, Anne de Laval, à Jean de Montfort, « à la charge que ledit de Montfort seroit tenu de laisser son nom, cry, Armes, et celles de son pere les bailler et assigner à Charles de Montfort son frere puisné ; et porter et prendre à l'avenir le nom, cry, et armes de Laval, c'est assavoir Guy Sire de Laval, et le cry, et plaines Armes de Laval, sans rien y adjouster ny diminuer, tant en bannerets, panons, escussions, tunique, heaume, seaux, signets, lettres, escritures, contracts, procès,

Ces préoccupations de maintenir la famille et d'assurer l'éclat du nom envahirent plus tard jusqu'à la bourgeoisie, qui voulut s'égaliser à l'aristocratie, à ce point que, lors de la rédaction de la Coutume de Paris, la bourgeoisie fut d'accord avec la noblesse pour repousser la proposition du chancelier Séguier, qui avait pour but de supprimer les privilèges d'aînesse et de masculinité (1).

*
* *

Après les progrès rapides du pouvoir absolu au cours du xvi^e siècle, certains juristes (2) considéraient que c'était une condition du bon fonctionnement de l'Etat que le maintien du droit d'aînesse et la perpétuité d'une riche aristocratie, qui pouvait seule alors contrebalancer le pouvoir absolu du roi (3).

Prosper Duvergier de Hauranne, qui écrivait, en 1826,

actes judiciaux, couvertures de chevaux armoiez desdites Armes, qu'en autres choses. Et les seroit tenu et promist porter en batailles, convois, en tous faits d'armes; et en tous autres lieux et cas, où noble pouvoit et devoit estre paré, ou devoit user de ses Armes. Et en ses lettres, ou en autres quelconques lettres qu'il seroit ou consentiroit faire pour quelconque chose que ce fust, droit et feroit mettre Guy Sire de Laval et de Vitré. Item pareillement seroient tenus les porter les enfans qui issiroient dudit mariage, et autres descendans perpetuellement d'eux en ligne masle, c'est assavoir celui qui reprendroit l'aineesse les plaines Armes, et les puisnez à difference selon qu'il estoit accoustumé... »

(1) Voy : Henri Beaune, *La condition des biens*, p. 363.

(2) Par exemple, d'Argentré, *Partage des Nobles*.

(3) Voy. E. Glasson, *Histoire du droit et des institutions de la France*, . VIII, p. 15.

un opuscule contre le droit d'aînesse, convient lui-même que la noblesse pouvait jouer un rôle politique sous une monarchie absolue et que son influence sur le gouvernement pouvait être heureuse : « Les nobles, dit-il, quoique sans participation à la puissance législative et sans droits politiques bien définis, limitent cependant le pouvoir royal par leur patronage populaire, par leurs privilèges, par leur indépendance ; ils conservent et perpétuent par l'ascendant de l'opinion et des sentiments de l'honneur, les maximes fondamentales sur lesquelles repose la stabilité de l'Etat, ainsi que la sécurité des sujets... sentiments élevés de l'honneur, ajoute-t-il, dont l'un des plus heureux effets est la résistance ferme, quoique respectueuse, aux ordres d'un monarque absolu, lorsque ces ordres blessent la justice et la conscience. La noblesse, sous cette forme de gouvernement, ne pourrait pas atteindre le but de son institution, si l'indépendance des chefs de famille n'était pas assurée et l'illustration de la famille préservée de tout déclin. On y pourvoit par l'institution du droit d'aînesse, au moyen duquel chaque famille est représentée par un chef ; et si ce droit blesse les intérêts des cadets, ils se résignent en considération de l'éclat qui rejaillit sur la famille entière (1) ».

Mais l'aristocratie française échoua là où l'aristocratie anglaise devait réussir. Aux époques tragiques du passé, ses racines s'étaient enfoncées dans le sol, lorsqu'elle avait

(1) P. Duvergier de Hauranne, *De l'égalité des partages et du droit d'aînesse*, p. 13 et 14.

compris la solidarité du puissant et du petit devant les intérêts et les douleurs de la vie ; mais Versailles la déracina : l'amoindrissement moral et politique atteignit ses membres dès que leur dignité personnelle céda à l'influence corruptrice de la cour, leur fortune se dissipa dans une funeste oisiveté, la stérilité les menaça jusque dans leur race elle-même.

..

Il est curieux de voir que l'on essaya alors de justifier le maintien du droit d'aînesse par des raisons assez différentes, contraires presque, à celles que l'on avait fait valoir auparavant.

Au xvi^e siècle, on prétendait que la puissance des grandes familles devait permettre à la noblesse de résister à l'arbitraire des rois ; au xvii^e et au xviii^e, on s'efforça de justifier le droit d'aînesse en le présentant comme lié au développement, à l'avenir de la société monarchique, et les grandes familles qu'il servait à maintenir furent considérées comme les meilleurs soutiens du trône (1).

..

Si les raisons du droit d'aînesse s'étaient tellement modifiées, il en avait été de même de sa nature, et il restait peu de chose, dans le droit commun du xvi^e siècle, de l'indivisibilité première des fiefs.

(1) Voy. E. Bès de Bere, *Le droit d'aînesse*, p. 67 et 68.

Les prérogatives de l'aîné, pendant la période monarchique, se composaient des droits utiles et des droits honorifiques suivants.

Les droits utiles comprenaient presque partout un préciput et une part avantageuse.

Comme préciput, l'aîné prenait le château ou principal manoir, ainsi que la basse-cour y attenant et un arpent de terre de l'enclos ou jardin joignant le dit manoir, avec la propriété du moulin, four et pressoir banal, dont les profits, cependant, devaient se partager, à moins que l'aîné préférât les garder et indemniser les puînés.

La part avantageuse était très diversement réglée par les Coutumes : à Paris, à Orléans, à Chartres, à Blois, à Etampes, l'aîné prenait les deux tiers du surplus des biens nobles, lorsqu'il n'y avait que deux enfants venant à la succession, et la moitié seulement quand il y en avait davantage ; dans le groupe de Touraine-Anjou, l'aîné prenait les deux tiers, tantôt des fiefs, tantôt de tous les immeubles, et, en outre, tous les meubles ; la part avantageuse était des quatre-quints des fiefs de ligne, dans plusieurs Coutumes du Nord ; l'aîné n'avait aucune part avantageuse et était réduit à son préciput, dans diverses Coutumes de l'Est, ainsi que dans le Mirebelais, en Poitou. De plus, si l'aîné prenait davantage dans l'actif, il n'était pas grevé proportionnellement des dettes de la succession et n'y contribuait qu'à raison de sa part virile.

Les droits honorifiques étaient multiples : préséance sur les puînés, nom de la seigneurie, armoiries pleines, avec

la devise du cimier, archives et armes de la famille, droit d'instituer les officiers, de présenter aux bénéfices en vertu d'un droit de patronage, etc...

Mais c'est en Normandie, province « considérée avec raison comme étant en France le pays par excellence du droit d'aînesse et de l'indivisibilité du fief » (1), que le caractère féodal du régime successoral s'était le mieux conservé.

(1) E. Glasson, *Le droit de succession au moyen-âge*, p. 22.

CHAPITRE II

A QUI ÉTAIT DÉFÉRÉ LE DROIT D'AINESSE

Dans le langage courant, le mot aîné (1) désigne celui des enfants qui est né le premier, mais, en droit, il ne correspondait pas toujours à la même notion.

§ 1. — Aîné légitime.

D'abord, la préférence était toujours accordée aux mâles sur les filles, même quand celles-ci étaient plus âgées que leurs frères.

Autant la Coutume de Normandie protégeait la fortune de l'épouse, autant elle était parcimonieuse quand il s'agissait de la lui constituer sur l'héritage des parents : les

(1) En dialecte normand *ainsné* (l's ne se fait pas sentir, on prononce ain-né). Du latin *ante natus*, dont le mot décomposé *ains né*, est la traduction littérale, *ains*, en vieux français se disant pour avant.

En dialecte normand ancien et moderne, l'adjectif *ainsné* précède toujours le substantif auquel il se rapporte.

Le droit d'aînesse avait, en ancien dialecte, normand, un qualificatif, *ainsnéage*, correspondant, par sa forme, à notre mot.

Dans le même dialecte, la condition du frère puiné, en vieux français *puisé* (*post natus*), s'exprimait par *moinsné* c'est-à-dire moins aîné.

(Voy. Henri Moisy, *Dictionnaire de patois normand*, Caen, 1887).

filles étaient impropres au service des armes, le patrimoine devait passer aux enfants mâles, qui continueraient la splendeur, les traditions, le nom de la *maison* (1), et c'était « *assez faire pour les filles de les marier convenablement* (2) ».

En principe, les filles étaient toujours exclues, au profit de leurs frères, de la succession de leurs ascendants.

Cette exclusion, qui ressort des dispositions du *Très ancien Coutumier*, est formulée très nettement par le *Grand Coutumier* : « *Sorores autem in hereditate patris nullam portionem debent reclamare versus fratres vel eorum heredes* (3) ».

Et la *Coutume de 1583* n'est pas moins formelle : « *Les filles ne peuvent demander ni prétendre aucune partie en l'heritage de leurs père et mère contre leurs frères ni contre leurs hoirs* (4) ».

Le seul droit qu'on leur reconnût, c'était de réclamer à leurs père et mère ou, après la mort de ceux-ci, à leurs frères un établissement par mariage.

Si la fille était mariée du vivant des père et mère, la Coutume s'en remettait aux sentiments et à l'appréciation de

(1) « Car en la monarchie il n'y a rien qui maintienne plus l'Etat que la conservation des familles, et rien qui ruine tant les familles, que le partage des filles, par l'exclusion desquelles le nom et les biens sont conservés en la personne des fils » (Bérault, sur l'art. CCXLVIII).

(2) La formule est empruntée à d'Argentré, mais la pensée est la même chez les auteurs normands.

(3) Ch. XXIV, § 14.

(4) Art. CCXLIX.

ceux-ci pour les donations ou promesses utiles en faveur du mariage. La décision des parents était souveraine, et la mariée, n'eût-elle reçu qu'un simple « *chapel de roses* », suivant l'expression pittoresque de nos vieux auteurs, n'avait plus rien à prétendre. « *Le père doit un mari à sa fille*, dit Hoüard, *et rien de plus ; il est quitte envers elle, lorsque par le mariage qu'il lui a fait contracter, il lui a procuré l'espérance de recueillir le douaire, le droit de conquêt et autres avantages attachés à l'état de femme mariée* (1). »

Les fils avaient, après la mort de leurs parents, le même devoir de marier leur sœur (2) ; mais eux, du moins,

(1) Hoüard, *Dictionnaire du droit normand*, t. II, p. 503.

(2) « Si vero aliquis heres aliquam habeat sororem, eam maritabit de parte terre patris sui, vel de pecunia, juxta posse suum, rationabiliter et in genere [et] in tenemento, nisi ipsa forisfecerit male vivendo [et] luxuriose » (*T. a. C.*, ch. X, § 4).

« Quando vero soror venit ad annos nubile, si frater suus, vel consanguineus, cujus particeps est in hereditate, noluerit ei de matrimonio competenti providere, et inde queratur, vocato fratre suo ad curiam Regis, dabuntur ei inducie unius anni et diei. In quo spacio debet ei providere de viro, secundum conditionem suam et tenementum, et ipsam interim, secundum posse suum, procurare. Quod nisi fecerit, debet ex tunc justitia Regis supplere defectum illius et assignare mulieri terciam partem hereditatis, si sola est, vel partem suam tercie partis, si plures sint, et ita mulier potest nubere cui voluerit » (*T. a. C.*, ch. LXXX, § 4).

« Sorores autem in hereditate patris nullam portionem debent reclamare versus fratres vel eorum heredes, sed maritagium possunt require. Et si fratres eas ex mobili sine terra vel eum terra, vel ex terra sine mobili, voluerint maritare viris eis idoneis sine disparatione, hoc eisdem debet sufficere. Et si eas maritare noluerint, terciam partem hereditatis habebunt loco maritagii : hoc autem attento, quod, si decem vel plures fuerint filii et una soror vel due, non habebunt tercium, sed portiones fratrum portionibus coequales ; nulla

étaient obligés de lui constituer une dot. C'est cette dot qu'on prit l'habitude de désigner sous le nom de « *mariage avenant* » (1), expression par laquelle on entendait à l'origine une union convenable, qui ne *déparageât* pas la femme.

L'exclusion des filles par les fils comportait un seul tempérament : le père et la mère pouvaient écarter la règle légale, en *réserveant* leurs filles au partage de leur succession en concours avec les frères de celles-ci (2).

Même alors, les droits successoraux des filles demeuraient fort restreints : ils s'exerçaient presque exclusivement sur les meubles et les bourgages, et ne devaient pas porter sur les manoirs et les mesures ; d'autre part, les filles ne pouvaient prendre ensemble plus du tiers du patrimoine (3).

enim soror potest habere portionem majorem quam frater suus. Omnes autem sorores, quotquot fuerint, ultra terciam partem nihil possunt require hereditatis, nec majorem habere portionem quam unus frater, etiam si unica esset expectans cum decem fratribus portionem » (*G. C.*, ch. XXIV, § 14).

« Les filles ne peuvent demander ne prétendre aucune partie en l'héritage de leur pere et mere contre leurs freres, ne contre leurs hoirs ; mais elles leur peuvent demander mariage avenant » (*C.*, art. CCXLIX).

(1) Voy. Le Poittevin, *Les droits de la fille ou du mariage avenant dans la Coutume de Normandie*, Paris, 1889.

(2) « Outre plus faut noter que le pere et la mere en mariant leurs filles, les peuvent reserver toutes ou aucunes d'icelles, à venir en partage avec leurs freres » (Terrien, I. VI, ch. III, p. 207).

« Le pere peut en mariant ses filles, les réserver à sa succession et de leur mere pareillement » (*C.*, art. CCLVIII).

(3) *G. C.*, ch. XXIV, § 14 (Voy. note 2, p. 33).

« In masnagiis autem sorores non possunt aliquid reclamare, nisi

Les filles n'étaient vraiment héritières que lorsqu'elles concouraient entre elles, en l'absence de frères ou de descendants de frères.

*
* *

Ensuite, la qualité d'aîné n'était pas immuablement attachée à la personne de celui qui en avait été le premier investi : elle s'appréciait au moment du décès du père ou de la mère et pouvait fort bien être recueillie alors par l'un des cadets, par suite de la mort civile de l'aîné, de son indignité, de son prédécès sans descendants ou de sa renonciation.

Du vivant de ses père et mère, le fils ne pouvait renoncer valablement à son droit d'ainesse, parce que, « *quelque liberté apparente que le fils pût avoir, on doit toujours présumer que cette renonciation n'a point été entièrement volontaire ; car on ne présume jamais que l'on renonce sans quelque contrainte à l'espérance presque certaine d'un bien à venir ; ces renonciations sont un éfet de la crainte et du respect paternel (1)* ».

plura constiterit esse masnagia quam fratres » (G. C., ch. XXIV, § 18).

« Les sœurs, quelque nombre qu'elles soient, ne peuvent demander à leurs frères ni à leurs hoirs plus que le tiers de l'héritage, et néanmoins où il y aura plusieurs frères puînés, et qu'il n'y aura qu'une sœur ou plusieurs, lesdites sœurs n'auront pas le tiers, mais partageront également avec leurs frères puînés, et ne pourront contraindre les frères de partager les fiefs, ni leur bailler les principales places de la maison ; ains se contentront des rotures si aucune y en a, et des autres biens qu'ils leur pourront bailler, revenans à la valeur de ce qui leur pourroit appartenir » (C., art. CCLXIX).

(1) Basnage, sur l'art. CCCXXXVII, t. I, p. 513.

Mais le souci de protéger l'aîné n'allait pas jusqu'à interdire au

Mais après la mort de ses père et mère, l'aîné pouvait renoncer au droit qui lui était échu, et le second frère prenait alors sa place (1).

§ 2. — Aîné légitimé.

Le droit d'aînesse, étant un droit de succession, était refusé aux bâtards. Mais quelle était la situation des enfants légitimés ?

Tant qu'il y avait des enfants légitimes, les enfants légitimés par lettre du Prince, loin d'avoir le droit d'aînesse, n'avaient même pas le droit de succession, « *à moins que les Lettres n'aient été entérinées du consentement des enfans légitimes* ».

Mais l'aîné des enfants légitimés par mariage subséquent avait le droit d'aînesse sur les enfants nés de ce mariage, « *parce que la légitimation qui se fait par le mariage subséquent produit au pere une restitution entiere, et elle a un effet rétroactif au jour de la naissance des enfans légitimés* ».

Il l'avait également sur les enfants nés d'un mariage postérieur à celui qui l'avait légitimé, « *car tout le défaut de sa naissance ayant été purifié par le mariage subséquent,*

père d'aliéner librement ses biens : l'ascendant pouvait jusqu'à sa mort changer tous ses fiefs en rotures et mettre hors Caux tous les biens situés dans ce bailliage (Basnage, sur l'art. CCXCV, t. I, p. 462 et 463, sur l'art. CCCXXXVII, t. I, p. 512).

(1) « Après la mort du pere, l'aîné peut renoncer au droit qui lui est echu et aquis... » ; « ... lorsque l'aîné ne veut pas être heritier, et qu'il s'abstient de la succession, le second frere entre en sa place... » (Basnage, sur l'art. CCCXXXVII, t. I, p. 515).

et se trouvant en une pleine possession du droit d'ainesse au temps du mariage et de la naissance de ce second fils, il ne peut être dépossédé, ce second fils n'ayant plus rien à lui reprocher ».

Après avoir traité ces trois cas, Basnage (1) pose une quatrième question et se demande « *si un pere ayant eu un fils d'une concubine, et depuis ayant épousé une autre femme, dont il a eu un fils, et après la mort de cette femme ayant repris sa concubine, le fils né dans le concubinage, et légitimé par ce dernier mariage, doit avoir le droit d'ainesse au préjudice du fils sorti du premier mariage* ». Il dit que « *les sentiments sont fort partagés* », mais que l'opinion négative est la plus commune.

§ 3. — Représentation de l'ainé.

Quand le fils aîné était mort au moment du décès du père, le droit d'ainesse était-il exercé par celui des enfants mâles, qui se trouvait le plus âgé à cette époque, ou, en vertu du bénéfice de la représentation, par le fils aîné du fils aîné prédécédé ?

La représentation éprouva de grandes difficultés à s'introduire dans nos anciennes coutumes (2).

Elle était tout à fait contraire au système du droit ger-

(1) Basnage, sur l'art. CCCXXXVII, t. I, p. 516.

(2) Voy. E. Glasson, *Le droit de succession au moyen-âge*, p. 25 et suiv., 89 et suiv.

manique, et c'est en vain qu'un édit de Childebert, en 596, essaya de la consacrer parmi les Francs (1).

À l'époque de la féodalité militaire, on continua à la voir avec défaveur et à l'écarter, parce qu'elle aurait eu souvent pour effet de faire venir à la succession de jeunes enfants, incapables du service de guerre.

Quand la féodalité eut perdu ce caractère, on reprocha alors à la représentation de favoriser le morcellement et la division des fortunes.

*,

Le *Très ancien Coutumier* n'admet pas la représentation, sauf pour la fille venant à la succession au lieu de sa mère (2).

Mais un courant favorable se dessina d'assez bonne heure. Une glose sur le chapitre XII du *Très ancien Coutumier* réprouve la solution qui y est donnée (3), et la

(1) Pertz, *Leges*, I, 9.

(2) « Filius, licet postgenitus, heres propinquior est hereditatis patris sui quam nepotes, filii fratris sui primogeniti » (*T. a. C.*, ch. XII, § 1).

« Se il avient que pere et mere aient filz ou filles, de que li premiers ou li seconz praingne fame et ait emfanz, et il n'ot omques nule partie de terre el vivant som pere et sa mere, et il muert einssi, si emfant n'auront pas l'eritage leur aiel, ains l'auront li autre emfant, ja soit ce que il sont puis né que li peres a cez n'estoit : quar li fill sont plus près de l'eritage leur pere que li neveu. Il n'est pas des suers antresi comme des freres, quar la fille vendra en l'eritage en lieu de sa mere. » (*T. a. C.*, ch. XXXII, § 2).

(3) « Sicut contingit de Johanne, rege anglico, et de multis aliis ; et hoc est falsissimum judicium. »

représentation au profit du fils de l'ainé prédécédé dans les successions en ligne directe fut admise par l'Echiquier en 1224 (1) ainsi que par un jugement d'assises en 1236 (2).

A ce moment même, un revirement se produisit, et l'Echiquier, en 1235, repoussait la représentation (3).

Le *Grand Coutumier*, tout en consacrant la représentation d'un façon définitive, se fait l'écho des discussions passionnées qu'avait soulevées cette controverse (4).

(1) « Judicatum est quod si aliquis habeat filios, et si maritet antenatum filium suum, si contigerit quod antenatus ille habeat heredem de uxore sua desponsata et filius ille antenatus moriatur, heres antenati filii habebit de hereditate avi sui hoc quod pater suus haberet si viveret, et si pater antenati filii illius habeat aliquam portionem de terra patris sui, dum hoc cognitum fuerit, si sit infra etatem, fratres patris illius heredis non respondebunt versus illum heredem donec habeat etatem » (Delisle, n° 364).

(2) « Se uns emfes qui est dedans aage a I fieu de hauberc de quoi il est en la garde a I chevalier, et si oncle li demandent partie, l'en demande se il leur puet lessier le fié de hauberc, et choisir les eschéceites ? » (Marnier, p. 404).

(3) « Judicatum est quod avunculus suus non respondebit versus nepotem suum de saisina patris sui » (Delisle, n° 580).

(4) « Hereditariarum autem successionum quedam est directa, quedam indirecta.

« Directa est quando directa linea consanguinitatis hereditas descendit ad filium, ad profilium vel ad aliquem in eadem consanguinitatis linea constitutum. Unde notandum est quod primogenitus filius patri succedit, et omnes ei debent succedere qui primo nati sunt in eadem linea consanguinitatis constituti, licet autem huic consuetudini, que in Normannia solet antiquitus observari, opponant se plurimi et repugnent in successione tantummodo patris ad profilium, asserentes quod profilius avo suo non debet succedere, licet filius primogeniti fuerit qui avi sui tempore jam decessit, sed ipsi avo debent succedere filii ejusdem, nec debet habere profilius ejus vocem ad successionem, dum filiorum aliquis hoc requirat. Et sic Normannie consuetudinem in hoc casu perverterunt, et hoc maxime

D'après lui, on a d'abord préféré le petit-fils au fils puîné du *de cujus*, et ce fut sous la pression de la violence, « *par la force de puissants hommes* », qu'a prévalu par la suite cette « *mauvaise coutume* » d'appeler à la succession le

juri repugnat et videtur repugnare : cum primogeniti filius primogeniture locum habeat et vocem, et sine quo aliquis eorum in vindicatione hereditatis vel in defensione non debeat audiri, nec homagium facere capitalibus dominis teneatur, necnon et cum in eodem jure succedere debeat in quo pater ejus, si viveret, succedere videtur, palam est quod hereditatis successio loco patris sui ad eum debeat pertinere.

« Indirecta autem successio est quando nepos vel alius de parentela extra rectam lineam succedit, ut frater fratri, nepos avunculo et hujusmodi » (*G. C.*, ch. XXIII, § 3).

« Quidam enim sunt participes principales, quidam secundarii.

« Principales sunt inter quos hereditas divisionem sustinet principalem, videlicet qui equalem debent habere portionem, ut fratres et hujusmodi.

« Secundarii autem sunt qui non equalem expectant portionem, sed in aliqua portione portionem reclamant, ut liberi alicujus fratris defuncti in portione ad patrem pertinente suas debent percipere portiones » (*G. C.*, chap. XXIV, § 3).

« Sciendum eciam est quod propinquitas attenda est ad antecessorum saisinas obtinendas. Propinquior enim heres patris est filius primogenitus et in eadem linea succedentes. Hac autem deleta linea propinquior est secunda, et sic de aliis lineis. Et hoc idem intelligendum est in sexu femineo. Et sciendum est quod quamdiu aliquis de una linea masculus vel femina superstes fuerit, aliquis alterius lineæ eorum antecessori non poterit succedere decedenti.

« Notandum tamen est quod de novo introducta est quedam consuetudo huic antique consuetudini contraria, videlicet quod si quis habuerit duos filios et primogenitus suscepto de uxore filio decesserit, postea vero, patre decedente, non nepos, qui filius est primogeniti, ejus saisinam obtinebit, sed eam filius superstes habebit, licet in alio casu nullo hec reprobanda consuetudo conservetur, que non jure vel consuetudine, sed vi et oppressionem potencium fuerit introducta. Filius enim ad omnes saisinas habendas quas pater ejus haberet, si viveret, per propinquitatem generis est admittendus, excepto hoc reprobanda casu quod ad saisinam patris vel ma-

second fils à l'exclusion du fils du frère aîné prédécédé. Ce texte fait allusion aux événements dramatiques dont la Normandie avait été le théâtre au commencement du *xiii^e* siècle, à l'occasion de la rivalité célèbre de Jean-sans-Terre et de son neveu Arthur de Bretagne, ainsi qu'au précédent historique de Henri I^{er}, troisième fils de Guillaume le Conquérant, qui, dans des circonstances analogues, s'était emparé de Guillaume Cliton, fils de son frère aîné, Robert Courte-Heuse.

Le principe de la représentation finit par triompher, et l'on ne voit pas qu'il ait été mis en discussion postérieurement au *xiii^e* siècle.

trīs propinquior est filius quam nepos, qui primogeniti est filius.

« Si tamen sorores fuerint, heredes primogenite jam defuncte saisinam patris et matris obtinebunt, alia sorore non obstante » (*G. C.*, ch. XCIX, § 1).

CHAPITRE III

PRÉROGATIVES ET DEVOIRS DE L'AINESSE

Dans le bailliage de Caux, l'aîné avait droit aux deux tiers de la succession, et, anciennement, il héritait même seul, avec l'obligation de fournir des vivres aux puînés. Il semblait qu'il prenait la place du père, les biens et les charges de la famille.

Il y avait des traces du même sentiment dans la Coutume générale.

Seul saisi de la succession paternelle ou maternelle, seul exposé tout d'abord à l'action des créanciers, l'aîné prenait la direction de la maison, il en était le représentant et acquérait les fruits jusqu'au jour où la demande en partage venait rompre l'unité pour investir ses frères.

Il était le tuteur naturel et légitime de ses frères et sœurs mineurs, et il avait la garde de celles-ci jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans ou leur mariage.

Dans le partage, il était le premier à choisir le lot qui lui convenait, et même, s'il n'existait qu'un fief indivisible, il le gardait pour lui seul, les puînés étant alors apanagés sur les rotures ou, s'il ne s'en trouvait pas, recevant une pension à vie affectée sur le fief.

Il pouvait aussi réclamer, moyennant estimation, le manoir roturier de la famille situé à la campagne.

§ 1. — L'ainé seul saisi des biens de la succession de ses parents et acquérant les fruits jusqu'à la demande en partage des puînés.

L'ainé était seul saisi des biens du défunt, et les puînés devaient s'adresser à lui pour avoir leurs parts (1). Les cou-

(1) « Si frater primogenitus partem terre partibilis postgenito fratri auferre voluerit, dicens se eidem peccunian dedisse, ut ei partem omicteret terre que ipsum fratrem contingebat, de qua nunquam saisitus fuerit, non tenetur : quomodo potuit vendere postgenitus quod nunquam habuit ? » (*T. a. C.*, ch. XXXII, § 1, texte du manuscrit du Vatican, d'après Viollet, *Les coutumiers de Normandie*, p. 64).

« Judicatum est quod recordatio fiat utrum Gaufridus de Montenaio fecit lotum hereditatis sue postnato suo, tanquam saisitus de toto, cum esset primogenitus quod ipse negat » (Ech. de 1225, Delisle, n° 378).

« ... Ad primogenitum autem antecessoris saisina debet descendere ; qua percepta, postnatis suis de ea tenentur debitas facere portiones... » (*G. C.*, ch. XXXIV, § 1).

« Item se la puisne recueilt la succession de son ancessour et le tient X ou XII ans laisne en lad. subcession peut bien venir par voye de fait... Item nul puisne ne doit venir par voye de fait prendre la pocession de ce que son ainsne a recuilli la subcession de leur ancessour, mais le doit faire convenir pour bailler saisine » (*Petit traité de droit du XV^e siècle*, f° 125, n°, Bibl. Rouen, Y, 176).

« Le fils aîné, soit noble ou roturier, est saisi de la succession du pere de la mere après leur décès, pour en faire part à ses puînés, et fait les fruits siens jusques à ce que partage soit demandé par ses freres, s'ils sont majeurs lors de la succession échûë ; et s'ils sont mineurs, l'ainé est tenu leur rendre compte des fruits depuis le jour de la succession échûë, encore que partage ne lui ait été demandé, parce que par la Coûtume il est tuteur naturel et légitime de ses freres et sœurs » (*C.*, art. CCXXXVII).

« Pareillement le fils du fils aîné est saisi de la succession de son aieul et de son aieule, à la representation de son pere, pour en faire part à ses oncles, et fait les fruits siens jusques à ce que ses oncles

tumiers ne parlent même que de lui comme héritier, et, si l'on ne savait par ailleurs que les puînés avaient leur part, on croirait qu'ils étaient complètement dépouillés.

L'aîné avait seul les brefs possessoires accordés à l'héritier (1), et, s'il laissait prescrire l'action, le puîné ne pouvait l'intenter plus tard pour sa part (2) ». *Puisque la Coutume saisit l'aîné de toute la succession*, dit Basnage, *il a pouvoir d'en exercer toutes les actions, et par cette même raison on peut agir contre lui, et tout ce qui se fait avec lui est valable* (3) ».

De plus, il faisait les fruits siens jusqu'à la demande en partage de ses frères (4).

C'était, dit Bérault, « *parce qu'il représente plus spécialement la personne du père, est chef de toute la ligne, et qu'il*

lui demandent partage... » (C., art. CCXXXVIII).

« L'aîné fils par la mort de ses pere et mere est saisi de leur totale succession, et doivent les puînés lui en demander partage » (C., art. CCCL).

« Il doit aussi avoir la saisine des lettres, meubles et écritures, avant qu'en faire partage aux autres puînés, à la charge d'en faire bon et loial inventaire, incontinent après le décès, apelez ses freres, et s'ils sont mineurs ou absens, deux des prochains parens ou deux des voisins, un Sergent, un Tabellion ou autre personne publique, qui seront tenus signer ledit inventaire » (C., art. CCCLI).

(1) « Haec autem recognitio de saisina antecessoris ad heredes pertinet propinquoires, qui antenationis aut per se aut per antecessores suos obtinent dignitatem » (G. C., ch. XCVIII, § 4).

(2) « Judicatum est quod Guiot de Hamelinci non habebit breve de escaeta patris sui versus homines de Hamelinez, quia dictus Guiot habuit fratrem primogenitum in etate, qui tacuit post mortem patris sui per annum et diem et non reclamavit » (Ech. de 1240, Delisle, n° 675 aa).

(3) Sur l'art. CCXXXVII, t. I, p. 551.

(4) C., art. CCXXXVII, voy. p. 43, note 1.

porte cependant ordinairement toutes les charges de la maison, tant à recevoir, nourrir et entretenir ses freres et sœurs selon les facultez de la succession, estant le premier d'eux à qui s'adressent les creanciers hereditaires, que pour infinité d'autres frais qu'il subit, en consideration de quoy on présume que les freres et sœurs majeurs luy laissent la joiïssance de l'heredité, ou que par leur negligence de demander partage ils n'ayent intention de luy faire rendre compte de leur part (1) ».

L'ainé pouvait se prévaloir de cette prérogative même à l'égard de ses puînés absents, « *sans distinction si l'absence est volontaire ou nécessaire, si ce n'est pour le service de la République (2) »*, et de ses puînés faibles d'esprit, « *en leur fournissant néanmoins des alimens (3) »*.

Quant à ses frères mineurs, étant leur tuteur, il devait leur rendre compte des fruits (4).

L'ainé avait-il les mêmes privilèges dans les successions collatérales que dans celles de ses ascendants ? Godefroy dit avoir vu « *la saisine adjudée à l'ainsné aux successions collatérales aussi bien comme aux directes (5) »*; Basnage affirme, au contraire, qu'« *on ne peut douter que l'ainé n'a cette prérogative que dans la succession directe (6) »* ; et Bérault lui re-

(1) Sur l'art. CCXXXVII, t. I, p. 351.

(2) Basnage, sur l'art. CCXXXVII, t. I, p. 370.

« *Portiones autem postnatorum absentium in custodia primogeniti remanebunt, quousque ad eas accesserint requirendas vel quousque ipsos decessisse certum aut probatum fuerit vel cessisse »* (G. C., ch. XXXIV, § 2).

(3) Basnage, sur l'art. CCXXXVII, t. I, p. 370.

(4) C., art. CCXXXVII, voy. p. 43, note 1.

(5) Sur l'art. CCXXXVII, t. I, p. 555.

(6) Sur l'art. CCXXXVII, t. I, p. 370.

connaît le droit d'être saisi, mais non celui de faire les fruits siens (1).

« Quant il n'y a que des filles, dit Basnage, l'aînée ne jouït pas de la prérogative que la Coutume donne au fils aîné(2) ».

§ 2. — L'aîné tuteur de ses frères et sœurs mineurs et ayant la garde de celles-ci jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans.

La *Coutume de 1583* déclare le frère aîné « tuteur naturel et légitime de ses frères et sœurs mineurs (3) ».

Au xvi^e siècle, la tutelle des mineurs était une institution récente en Normandie (4).

C'est ce qui explique le silence absolu de la *Coutume* sur la délation des tutelles et leur mode de gestion : la *Coutume* étant un recueil d'usages anciens, transmis de temps immémorial par une tradition constante, là où ces traditions manquaient, ses rédacteurs ne jugèrent pas à propos de les remplacer par des dispositions nouvelles, œuvre de leur propre sagesse.

Longtemps, en effet, la personne et les biens du mineur privé de son père furent confiés exclusivement au suzerain dont relevait sa terre. Le *Très ancien Coutumier*, après avoir parlé des embûches auxquelles le mineur orphelin pourrait être exposé de la part de ses parents collatéraux et du

(1) Sur l'art. CCCL, t. I, p. 726.

(2) Sur l'art. CCXXXVII, t. I, p. 370.

(3) Art. CCXXXVII, voy. p. 43, note 1.

(4) Voy. : Jules Cauvet, *De l'organisation de la famille d'après la Coutume de Normandie*, Caen, 1850, p. 80-85.

second mari de sa mère, conclut ainsi : « *Ad hujusmodi infidelitatem et crudelitatem evitandam, statutum est orphanum esse in custodia ejus, qui patri orphani fide connexus fuerat per homagium et ligatus* (1). »

Le frère aîné seul, s'il était lui-même majeur, l'emportait sur le suzerain. En effet, il répondait, vis-à-vis de celui-ci, jusqu'au milieu du xv^e siècle, de tous les fiefs qui avaient appartenu à son père, et il avait la saisine de la succession tout entière, tant que ses frères n'étaient pas en position de réclamer leur part.

La garde féodale, il est vrai, ne semble pas avoir pu remplacer la tutelle à l'égard des vilains et des bourgeois. Il est cependant possible que le propriétaire de la terre noble dont relevait la tenure roturière d'un mineur orphelin, s'arrogeât le droit de garde sur la personne de ce dernier. L'imitation des institutions de la classe privilégiée et le prétexte d'assurer par la détention du seigneur la prestation des services qui lui étaient dus, conduisaient naturellement à ce résultat.

Quand la féodalité toucha à son déclin, le droit de garde fut restreint par l'usage aux terres nobles du pupille, et sa personne cessa d'être confiée au seigneur dont relevaient ses biens. Il fallut, dès lors, même à l'égard des nobles, établir des règles sur la tutelle des mineurs ; mais la tradition seule consacra ces maximes jusqu'à un arrêt de règlement rendu en 1673 par le Parlement de Rouen, qui les

(1) Ch. XI, § 1.

recueillit et leur donna le caractère officiel qui leur manquait encore (1).

L'article 1^{er} proclame le frère aîné « *tuteur naturel et légitime de ses frères et sœurs* (2) ». Cependant, un usage constant avait naturalisé en Normandie la maxime commune à toutes les Coutumes : « *les tutelles sont datives* ». Par suite, l'aîné n'était pas en réalité tuteur légitime et devait être institué par le conseil de famille, qui pouvait, d'ailleurs élire un autre tuteur si l'aîné n'était pas solvable (3).

*
* *

Quand le père de famille laissait en mourant des filles non mariées, celles-ci, fussent-elles majeures, n'étaient pas mises en possession immédiate d'une indépendance absolue : la Coutume les plaçait sous la garde du fils aîné. Mais, de même que les autres fils partageaient avec l'aîné l'hérédité, de même ils participaient à ses devoirs envers leurs sœurs non établies : il existait sur toute la famille une prééminence de l'aîné, mais il existait sur les filles prééminence des frères (4).

(1) Voy. : Cauvet, *Observations sur le règlement des tutelles*, Caen, 1777.

(2) « Le frère aîné par la Coutume de Normandie, est tuteur naturel et légitime de ses frères et sœurs ; et par l'Usage de ladite Province, le père et aïeul sont aussi tuteurs naturels et légitimes de leurs enfans et petits enfans » (Arr. de règl. de 1673, art. I).

(3) « Et néanmoins s'ils ne sont solvables, les parens du mineur peuvent élire un autre tuteur en leur lieu et place » (Arr. de règl. de 1673, art. II).

(4) Voy. Le Poittevin, *Les droits de la fille ou du mariage avenant dans la Coutume de Normandie*, Paris, 1889.

Au fur et à mesure que la fille avançait en âge, ses droits augmentaient et sa dépendance diminuait, finissant même par cesser entièrement, en tenant compte de trois périodes.

Jusqu'à la majorité ordinaire de la Normandie, c'est-à-dire jusqu'à vingt ans, la fille était purement en la garde de l'aîné, et elle ne pouvait demander à se marier contre le gré de ses frères.

Elle le pouvait, au contraire, quand elle avait atteint sa vingtième année ; mais, à partir de sa demande, elle était forcée de subir un délai d'un an, après lequel elle pouvait accuser ses frères avec raison « *s'il se présente personne idoine et convenable qui la demande, et s'ils sont refusants d'y entendre sans cause légitime* », et, comme sanction, elle avait partage avec ses frères en la succession de ses père et mère (1).

(1) *T. a. C.*, ch. LXXX, § 4, voy. p. 33, note 2.

« *Judicatum est quod filii Guidonis de Huechon inveniant sorori sue victum competentem usque ad terminum unius anni et unius diei et nisi eam infra dictum terminum competenter maritaverint, quod eidem faciant competens maritagium de hereditate patris et matris eorum per consuetudinem Normannie, et quod unusquisque eorum ponet avenantum suum in maritagium illius, secundum quod unusquisque eorum habebit in portione sua* » (Ech. de 1221, Delisle, n° 307).

G. C., ch. XXIV, § 14, voy. p. 33, note 2.

« *Si qua vero mulier maritagium requisierit versus fratrem suum, frater si voluerit, eam secum reducet, et in custodia sua per annum et diem remanebit, ut ei provideat de maritagio competenti. Competens enim est maritagium si persone idonee, prout genus et possessiones paterne requirunt, maritetur. Et si tale noluerit maritagium, sine consilio et auxilio tam terre quam mobilis dimittatur* » (*G. C.*,

Régulièrement, d'ailleurs, la jeune fille devait se conformer au choix de ses frères et ne pouvait, sans valable motif, refuser le prétendant qu'ils agréaient.

D'après les anciens textes, son refus entraînait la perte de tous ses droits (1), et l'interprétation de la *glose* allait jusqu'à la priver de tout espoir de provision alimentaire.

Avec la *Coutume réformée*, elle n'encourait plus de peine véritable, seulement elle n'était plus recevable, quoi qu'il advînt, à se plaindre de ses frères et à réclamer contre eux le partage : elle n'avait droit qu'à son mariage avenant (2).

Jusqu'à vingt-cinq ans, hors le cas de mariage, il n'était donc dû à la sœur que sa nourriture et son entretien, et elle devait souvent, en fait, demeurer sous le toit de l'aîné, son gardien : pour prendre l'expression même d'un commentateur, elle n'était pas encore *sui juris*.

Elle le devenait à sa majorité parfaite : elle disposait

ch. XXIV, § 17).

« Après le décès du père les filles demeurent en la garde du fils aîné, et si lors elles ont atteint l'âge de vingt ans, et demandent mariage, les frères les peuvent garder par an et jour pour les marier convenablement, et les pourvoir de mariage avenant » (C., art. CCLXI).

« Le frère après l'an et jour ne peut plus différer le mariage de sa sœur, pourvu qu'il se présente personne idoine et convenable qui la demande, et s'il est refusant d'y entendre sans cause légitime, elle aura partage à la succession de ses père et mère » (C., art. CCLXIV).

(1) *G. C.*, ch. XXIV, § 17, voy. note précédente.

(2) « Si la sœur ne veut accommoder son consentement selon l'avis de ses frères et de ses parents sans cause raisonnable, quel qu'âge qu'elle puisse par après atteindre, elle ne pourra demander partage, ains mariage avenant » (C., art. CCLXV).

alors librement de sa main, et, si elle restait dans le célibat, elle organisait librement son existence, la même quantité de biens qui lui aurait été dévolue en pleine propriété au jour de la bénédiction nuptiale servant de base à des arrérages ou à un usufruit (1).

§ 3. — Préciput noble.

« *Il s'agit ici, dit Flaust, de la plus belle prérogative des aînés en Normandie* (2). »

Elle est la conséquence de l'indivisibilité de certains biens et du droit pour l'aîné de choisir le premier sa part.

..

Le *Grand Coutumier* et la *Coutume réformée* posent le principe du partage égal entre frères.

Le *Grand Coutumier*, divisant les héritiers en principaux et secondaires, définit ainsi les premiers : « *Principales sunt inter quos hereditas divisionem sustinet principalem, videlicet qui equalem debent habere portionem, ut fratres et hujusmodi* (3) ».

(1) « Et si une sœur ne se veut pas marier, mais vivre chastement, elle ne perdra pas sa part de l'héritage, mais l'aura à vie tant seulement, selon l'opinion de la glose, on telle provision à vie que de raison » (Terrien, l. VI, ch. III, p. 206).

« Fille aiant attein l'âge de vingt-cinq ans aura provision sur ses freres équipolent au mariage avenant dont elle jouïra par usufruit atendant son mariage, en se mariant elle aura la propriété » (C. art. CCLXVIII).

(2) T. I, p. 127.

(3) Ch. XXIV, § 3.

Il est si peu dans son intention d'avantager l'aîné, que, remettant au plus jeune le soin de faire les lots, il prévoit l'entente frauduleuse de ces deux enfants, qui aurait pour but d'attribuer à l'aîné une part plus avantageuse, aux dépens de ses frères : il permet alors aux intéressés de demander un partage en justice et punit le puîné coupable (1).

La *Coutume* tient aussi à ce que le plus jeune constitue des lots égaux (2).

Le *Grand Coutumier* et la *Coutume* défendent aux parents de rompre l'égalité des parts de leurs enfants et obligent ceux-ci au rapport (3).

(1) « Sed quoniam in portione potest incidere malicia ex consensu postnati cum primogenito, ad quem prima pertinet electio, possunt alii portiones reprobare, si aliquod in eis indicium malicie monstraverint imminere ; si enim postnatus medietatem totius feodi in una parte poneret quam primogenitus eligeret, in hoc fratrum ceteras lederet portiones. Propter quod per sacramentum xij. hominum fide dignorum et juratorum, comperto dolo in portionibus, debent portiones adequari » (*G. C.*, ch. XXIV, § 7).

« Si autem eas fecerit postnatus lesis consuetudinibus prenotatis, reprobando sunt et iterum faciende, et ipse pro dolo suo punietur. Et si facere noluerit, tamdiu portione careat quamdiu se super hoc fecerit coutumacem, vel alii faciant portiones competentes, ita quod minoris portio non ledatur ; quod si malicia in eis videatur, per juratos, ut dictum est, portiones emendentur. Primogeniti enim primo debent eligere » (*G. C.*, ch. XXIV, § 8).

(2) « Le puîné faisant les lots doit avoir égard à la commodité de chacun desdits lots, sans démembrer ne diviser les pièces d'héritage s'il n'est nécessaire, et qu'autrement les partages ne puissent être également faits, sans séparer aussi les rentes seigneuriales et foncières, et autres charges réelles d'avec le fonds qui y est sujet, et faire en sorte que le fonds de chacun lot porte sa charge » (*C.*, art. CCCI.III).

(3) « Preterea sciendum est quod, cum pater plures habeat filios,

Et Basnage peut dire qu' « *entre toutes les Coutumes qui ont eu pour but de garder l'égalité entre les enfans, celle de Normandie a le mieux réussi, et sa disposition est plus absolue et plus parfaite que celle de la Coutume de Paris* » (1).

*
* *

Mais, en regard de cette règle du partage égal, les trois grands monuments du droit normand édictent l'indivisibilité de certaines terres, qui, le plus souvent, faisait échec à l'égalité entre les enfans.

Sont impartageables, dans le *Très ancien Coutumier* : les fiefs de haubert, les sergenteries relevant directement du duc et les baronnies (2). Peuvent être divisés, au con-

unum meliorem altero de hereditate, sua non potest facere ; sed post ejus decessum omnia dona hereditatis, que ad utilitatem unius fecit, ad portiones faciendas inter eos debent penitus revocari. Nullus enim aliquem eorum qui equales hereditatis sue post decessum suum expectant portiones dando, tradendo, vendendo, vel aliquo alio modo potest de hereditate sua aliis facere meliorem, nec eciam aliquem ex ipso procreatum. Et quod dictum est de masculis intelligendum est de feminis » (*G. C.*, ch. XXXV, § 1).

« Pere et mere par testament ne peuvent donner de leurs meubles à l'un de leurs enfans plus qu'à l'autre » (*C.*, art. CCCCXXIV).

« Le pere et la mere ne peuvent avantager l'un de leurs enfans plus que l'autre, soit de meuble ou d'heritage, pource que toutes donations faites par le pere ou mere à leurs enfans sont réputées avancement d'hoirie, réservé le tiers de Caux » (*C.*, art. CCCCXXXIV).

(1) Sur l'art. CCCCXXXIV, t. II, p. 236.

(2) « Nec feodum loricæ, nec serjanteria, que ad domin[i]um Ducis pertinent, nec baronia partientur » (*T. a. C.*, ch. VIII, § 5).

traire : les vavassories, les tenures roturières et les biens en bourgage (1).

Le *Grand Coutumier* ajoute à cette énumération, dans la première catégorie, les comtés, et, dans la seconde, les francs alleus et les bordages (2).

Le même droit subsista dans la *Coutume de 1583* (3).

Le haubert était une cotte de mailles qui garantissait les chevaliers des attaques de leurs adversaires et dont ils avaient seuls le privilège de se servir. Ce nom a été employé, en Normandie, pour désigner les fiefs de chevalier, les fiefs nobles, car, par une particularité propre à cette province, le terme de fief n'y désigna pas toujours et exclusivement la terre noble. Celui-ci avait, au moyen-âge, et il conserva jusqu'à la rédaction officielle de la Coutume, une signification beaucoup plus générale : pris isolément, le mot fief était synonyme de fonds de terre, de tenure (4).

(1) « Vavassoria et laicum tenementum et burgencia juxta consuetudinem patrie partiuntur » (*T. a. C.*, ch. VIII, § 5).

(2) « De portionibus consequenter agendum est. Omnis enim hereditas aut est partibilis aut impartibilis.

« Impartibilis autem dicitur hereditas in qua nullam divisionem inter fratres consuetudo patrie patitur sustineri, ut feoda lorice, comitatus, baronie et serjanterie, in quibus ad dominos pertinet custodia pupillorum.

« Partibilis autem dicitur hereditas in qua nullam custodiam possunt domini reclamare, ut vavassorie et omnia alia tenementa, scilicet firme feudales, censarie, libera tenementa et eciam servilia et bordagia, et burgagia » (*G. C.*, ch. XXIV, § 1).

(3) « En Normandie, il y a heritage partable, et heritage non partable » (*C.*, art. CCCXXXV).

« Tous fiefs nobles sont impartables et individus... » (*C.*, art. CCCXXXVI).

(4) « Immobile autem dicimus possessionem que de loco in locum

Les sergenteries nobles étaient des offices auxquels on avait joint la concession d'une terre. Parfois aussi, l'office était inféodé seul, sans qu'on y eût annexé la possession d'un fonds : il constituait alors ce que l'on appelait un « *fief en l'air* » ou « *fief sans glèbe* » (1).

Les comtés venaient en tête des tenures féodales. Le titre de comte était porté par les plus puissants propriétaires du pays, qui le transmettaient, en mourant, à leur des-

transmoveri non potest, ut ager, pratum et omnes possessiones fundo terre inherentes, que feoda vulgariter nuncupantur » (*G. C.*, ch. LXXXVII, § 2).

« Insuper autem sciendum est quod nullus tenens feodum suum per vile servitium potest habere curiam super tenentes de eodem, ut bordarii et servientes ad saccum et summam, et alii qui vilia debent servicia, videlicet compostum educere, fenum facere, terras compostare » (*G. C.*, ch. LII, § 12).

« Par l'ancien usage de parler en Normandie, comme on void au vieil Coûtumier, ce mot de fief, signifioit herilage aussi bien roturier que noble... Mais à present on appelle communément fief héritage noble : et pour oster encore toute ambiguité la Coûtume à ce mot de fiefs adjointe nobles, pour faire distinction, et difference des aînéesses ausquelles par les adveux et papiers des Seigneurs on attribüé ce nom de fief purement sans adjection de noble » (Bérault, sur l'art. II, t. I, p. 39).

(1) « Quedam autem fit de dignitate, ut quando aliquis aliquam tenet dignitatem de alio, ut habere garannam, vel quitanciam in forestis vel nundinis vel aliis locis, vel habere serjanteriam, vel moltam, vel aliqua alia, que sine fundo terre tenentur de dominis » (*G. C.*, ch. XXVI, § 9).

« ... que de là viennent les Sergenteries fiefées, dont les propriétaires sont obligez de faire la recette des droits du Seigneur du fief, et d'en tenir compte, et rendre autres semblables services ; et dont il est souvent parlé dans l'ancienne Coûtume de Normandie... » (Basnage, sur l'art. CXII, t. I, p. 165).

Voy. *Les Sergenteries nobles en Normandie*, dans la *Revue Historique nobiliaire*, 1879, 3^e série, t. IV, p. 435-498.

cendance légitime ; mais, à aucune époque, le titre de comte ne fut inféodé seul : invariablement attaché à la possession d'un fonds de terre, il y demeurerait incorporé à perpétuité, de telle sorte qu'en perdant la propriété du fonds, le vassal dépouillait en même temps la dignité comtale, qui passait au nouveau titulaire et à sa race (1).

Les baronnies, infiniment plus nombreuses, se trouvaient au-dessous des comtés. De même que le titre de comte, celui de baron était attaché non à une personne, mais à une terre, dont il suivait les vicissitudes (2).

En général, les vavassories présentaient tous les caractères de tenures roturières : c'étaient des fonds concédés par le seigneur, à charge de lui payer certaines redevances, de labourer une partie des terres restées entre ses mains et surtout de lui fournir un cheval pour ses transports.

Mais certaines vavassories « *ont Court et usage, columbier a pié, tor et ver, moulins et autres noblesse, les unes plus les autres moins : sont tenues à foy et hommage, et se relevent par membre de fief, et ne doyvent aucun service villain, et à tant se demonstrent nobles et franchises* » (3). Ces vavassories nobles ne se divisaient pas entre héritiers (4).

(1) Voy. Maurice Rabasse, *Du régime des fiefs en Normandie au moyen-âge*, Paris, 1905.

(2) Voy. Maurice Rabasse, *op. cit.*

(3) Terrien, l. V, ch. II, p. 172.

Sur les vavassories, voy. Léopold Delisle, *Etudes sur la condition de la classe agricole et l'état de l'agriculture en Normandie au moyen-âge*, p. 5 et suiv., 32 et suiv.

(4) « Car il y a des vavassories nobles qui sont suiettes a garde,

Les tenures roturières étaient des concessions de terres faites aux membres inférieurs du groupe féodal (1). Les services dus par leurs tenanciers consistaient en prestations de valeur pécuniaire (2), et le lien qui unissait le tenancier au seigneur était réel : c'était la terre qui devait, plutôt que l'homme (3).

Le bourgage était une tenure roturière privilégiée spéciale aux héritages urbains (4).

Le franc-alleu était le nom sous lequel avait subsisté la propriété libre et absolue (5).

Le bordage, enfin, était une tenure d'une nature inférieure, dont les tenanciers étaient obligés envers le seigneur à des services pénibles, consistant principalement en services domestiques (6).

et ne sont parlables dont nous avons escrit au titre des fiefs » (Terrien, I. VI, ch. III, p. 204).

(1) Voy. A. Esmein, *Histoire du droit français*, p. 211-215.

(2) « Autres héritages sont, dont le devoir est appelé roturier, pour ce qu'il consiste en prestations de deniers, grains et autres espèces estimables en argent » (Guy Coquille, *Institutes coutumières*, p. 454).

(3) « Cil qui sont deu par la reson des terres sont cens, obliez, gelines, corvées, et plusors autres choses, qui plus doivent par la reson des terres que par autres » (*Livre de Jostice et de Plet*, XII, 42, § 2).

(4) Voy. R. Génestal, *La tenure en bourgage dans les pays régis par la Coutume de Normandie*, Paris, 1900.

(5) Voy. A. Esmein, *Histoire du droit français*, p. 216-220.

(6) Voy. : Léopold Delisle, *Etudes sur la condition de la classe agricole en Normandie au moyen-âge*, p. 11, 15, 16, 34, 35, 50 et 132 ; E. Glæsson, *Histoire du droit et des institutions de la France*, t. IV, p. 448 et 449.



Donc, le plus jeune faisant les lots sans pouvoir démembre aucun des biens indivisibles que nous avons énumérés, et l'aîné choisissant le premier sa part, on arrivait à un droit d'aînesse qui, suivant les circonstances, ne supprimait pas d'une manière sensible l'égalité entre les fils du défunt ou, au contraire, causait un grave préjudice aux puînés.

Si la succession n'était composée que d'un seul bien indivisible, l'aîné l'avait tout entier ; mais il devait pourvoir, suivant ses moyens, aux besoins de ses puînés, soit qu'il les mariât, soit qu'il leur procurât du service auprès de quelque seigneur, soit enfin qu'il leur servît une pension alimentaire, que la *Coutume de 1583* fixe au tiers du fief en usufruit (1).

S'il y avait plusieurs fiefs nobles, les fils les choisissent

(1) « Et si escaetas nunquam habuerint, et solum feodum lorice vel dimidium, quod partitum fuerit ante hanc constitutionem, habuerint, quod partiri non potest, illud remanet fratri primogenito, qui ceteris fratribus pro posse rationabiliter necessaria ministrabit, donec eis assignaverit victualia, vel in maritaggio maritans, vel servicio, vel in aliquo modo proventis vel provectis » (*T. a. C.*, ch. VIII, § 4).

« Si unicum sit feodum, primogenitus illud habebit et aliis faciet liberationes quamdiu vixerit, secundum quantitatem tenementi » (*T. a. C.*, ch. LXXXIII, § 6).

« Quand il n'y a qu'un fief pour tout en une succession sans autres biens, tous les puînés ensemble ne peuvent prendre que provision du tiers à vie sur ledit fief, les rentes et charges de la succession déduites » (*C.*, art. CCCXLVI).

saient par rang d'âge (1), et les aînés devaient pourvoir aux besoins de ceux qui restaient sans part (2).

S'il y avait plus de fiefs que d'enfants, lorsque chaque successible avait un fief, l'aîné recommençait à choisir, puis le plus âgé des puînés et ainsi de suite (3).

Enfin, la succession pouvait comprendre à la fois des fiefs nobles et des eschaettes, c'est-à-dire des biens susceptibles de division : alors, si tous les enfants étaient pourvus de fiefs, les eschaettes se partageaient également entre eux (4) ; sinon, celles-ci constituaient la part des puînés non pourvus de fiefs, qui ne pouvaient plus demander aucune pension (5).

(1) « Si quis moriens plures filios relinquat et habeat plura feodalorice, primogenitus habebit optionem. Elegit unum ; postnatus post ipsum similiter postea eliget, et sic deinceps » (Assise de 1234, Léchaudé d'Anisy, p. 146).

« Et si en chacune desdites successions il y a encore autres fiefs nobles, les autres freres les peuvent choisir par préciput selon leur aînesse chacun en leur rang » (*C.*, art. CCCXXXIX).

(2) « Et se ill a III filz et II fiez et nules escheites, li ainz nez en aura l'un et li autre ne sera pas departiz, trovera donc li maains al plus joene son vivre » (Assise de 1234, Marnier, p. 94 ; *C.*, art. CCCXLVI).

(3) « Et se ill i a II filz et ill i a trois fiez de hauberc ou plus, et nule eschééites ; se il i en a trois, li ainz nez en eslira I, et li puis nez autre, et li tiers remaindra à l'ains nez » (Assise de 1234, Marnier, p. 94).

(4) « Quid si duo filii et duo feoda tantum et escaete ? Responsio : quilibet habebit unum et escaete dividantur » (Assise de 1234, Léchaudé d'Anisy, p. 146).

D'après un arrêt de 1214, on se servait des eschaettes pour égaliser les parts, car les fiefs pouvaient être de valeur inégale (Delisle, n° 137).

(5) « Miles primogenitus feodum lorice integrum habebit et non partietur ; ceteri vere escaetas habebunt equaliter » (*T. a. C.*,

C'était la solution normale que l'ainé choisît le fief et laissât les eschaettes, mais ce n'était qu'une faculté, et il pouvait préférer celles-ci.

Dans ce cas, on devait hésiter entre deux solutions : ou laisser l'ainé prendre l'ensemble des eschaettes sans faire part aux puînés, ce qui aurait été un privilège pour lui, ou le traiter comme un puîné, en l'obligeant à partager les eschaettes avec ses frères non pourvus de fiefs.

Deux fois, nous voyons l'Echiquier adopter la première solution (1).

Mais la solution contraire est clairement donnée par un jugement d'assise de 1234 (2), et c'est elle qui prévalut (3).

ch. VIII, § 2).

« Frere sont qui ont un feu de hauberc et escheeites, li ainz nez eslit le fie de hauberc et les escheeites sont departies entre les autres » (Assise de 1234, Marnier, p. 90).

« Après le choix fait du fief ou fiefs-nobles par l'ainé, ou par les aînez à droit de préciput, les puînez partageront entr'eux tout le reste de la succession » (C., art. CCCXL).

(1) « Judicatum est quod Johannes filius Hamonis, miles, qui fuit primogenitus filius W. Hamonis, habebit omnes escaetas in portione sua quam elegit et quator fratres sui habebunt duo feoda lorice in portionibus suis, et nullus eorum habebit partem in escaeta sua nec recuperabit aliquid in eis, sed illi remanebunt quitte omnino tanquam antenato » (Ech. de 1238, Delisle, n° 653).

« Tres sunt fratres. Feodum lorice cum escaetis partire debent. Primus elegit escaetas, reliquis feodum relinquens. Postnatus illorum iorum tenens feodum victum alii faciens... » (Ech. de 1292, Perrot, n° 77).

(2) « Tres sunt fratres unum feodum lorice habentes et escaete. Primogenitus eligit escaetas, medius feodum lorice, tercius habebit partem in escaetis » (Léchaudé d'Anisy, p. 144).

(3) « Encore que nostre Coûtume donne liberté au fils aîné de



La manière dont s'opérait le partage dans toutes ces circonstances montre avec certitude que l'indivisibilité de certains biens était la seule cause qui pouvait, au profit de l'aîné ou des aînés, faire échec au principe de l'égalité.

Basnage le remarque en de nombreux passages. « *Et il faut toujours faire cette réflexion, dit-il, que l'intention principale de la Coutume n'a pas été de donner un préciput à l'aîné, mais d'empêcher la division des fiefs ; ce qui paroît par cet article où elle étend ce droit de choisir à tous les autres enfans, pourvû qu'il y ait des fiefs en leur intégrité (1).* » Et ailleurs : « *Le préciput que la Coutume donne par cet article à l'aîné, n'est pas un préciput et une avant-part, comme en la Coutume de Paris, c'est sa portion héréditaire, et en prenant ce préciput il est tenu d'abandonner à ses freres le reste de la succession, et c'est pourquoi il contribuë aux dettes, PRO MODO EMOLUMENTI... (2).* » Ailleurs encore ; « *... ce qui montre que cette sorte de préciput n'est pas un droit de la primogéniture, mais que c'est un moien pour empêcher la division des fiefs (3).* »

prendre et opter tel fief et terre noble que bon luy semble, il ne s'ensuit pas qu'il y soit forcé. Car il est permis à un chacun de renoncer au droit introduit en sa faveur. Et partant en se passant dudit préciput il n'est point privé de prendre part égale avec ses puisnez » (Godefroy, sur l'art. CCCXXXVII, p. 713).

(1) Sur l'art. CCCXXXIX, t. I, p. 523.

(2) Sur l'art. CCCXXXVII, t. I, p. 518.

(3) Sur l'art. CCCXL, t. I, p. 523.

La disposition suivante montre aussi le véritable esprit de la Coutume de Normandie, qui ne cherchait pas les occasions de concentrer les biens dans la main de l'aîné.

Le droit que nous venons d'exposer se rencontrait, en principe, au profit de celui-ci, aussi bien dans la succession maternelle que dans la succession paternelle. Pour cela, cependant, il fallait que l'option du fief dans la première échue des deux successions eût précédé l'époque où la seconde était venue à s'ouvrir. C'était, en effet, une règle absolue que les successions des père et mère étaient confondues, réputées n'en plus faire qu'une seule, quand elles se trouvaient l'une et l'autre indivises à la fois (1).

*
* *

Le droit d'aînesse subsistait en ligne collatérale.

Une décision d'assise de 1234 établit qu'à la mort de l'aîné ne laissant pas de postérité, c'était le plus âgé des

(1) « ... que s'il y a deux successions, l'une de pere, l'autre de mere, qui descendent ensemble aux freres, les partages s'en doyvent faire comme d'une seule succession. Dont l'effect est tel, que si en la succession du pere y avoit un fief noble, et en celle de la mere un autre fief noble, le frere aîné n'auroit qu'un fief, et le second frere auroit l'autre » (Terrien, l. VI, ch. III, p. 204 et 205).

« Les successions paternelles et maternelles estant échues auparavant que l'aîné ait judiciairement déclaré qu'il opte par préciput un fief, ou gagé partage à ses freres en celle qui premierement estoit échue, elles sont confuses et reputées pour une seule succession : tellement que l'aîné n'a qu'un préciput en toutes les deux » (C., art. CCCXLVII).

puînés qui recueillait le fief de haubert, les autres frères se partageant les eschaettes (1).

Le *Grand Coutumier* appelle également le frère aîné à défaut d'héritier en ligne directe (2).

Dans la *Coutume de 1583*, le même principe se dégage des articles CCXL, CCCXVIII et CCCXIX (3).

La Coutume édictait certaines règles particulières aux successions de frère à frère.

L'aîné ayant pris un bien noble dans la succession de son père ne pouvait succéder aux biens de ses frères puînés morts sans enfants, si ces biens venaient aussi de la succession de leur père (4).

(1) « Frère sont qui ont un fieu de hauberc et eschééites, li ainz nez eslit le fié de hauberc, et les eschééites sont départies entre les autres, li ainz nez muert, li maiens aura le fié de haubert et les eschééites que li auront li remaindront quites » (Marnier, p. 90).

(2) « Si vero omnes linee filiorum decesserint, ad fratrem primogenitum redit successio feodalis, vel ad ejusdem linee propinquo-rem » (*G. C.*, ch. XXIII, § 6).

(3) « Encore qu'il n'y eût qu'une fille de l'aîné, elle a par représentation de son pere en ligne directe, pareil droit de prérogative d'ainesse que son pere eût eu ; et en ligne collaterale aussi, pour le regard de la succession ancienne » (*C.*, art. CCXL).

« Les freres partagent entr'eux également la succession des meubles, acquêts et conquêts immeubles, encore qu'elle soit située en Caux et lieux tenans nature d'icelui : sauf toutefois le droit de préciput appartenant à l'aîné, où il y auroit un ou plusieurs fiefs nobles » (*C.*, *Des successions collatérales*, art. CCCXVIII).

« Et si en ladite succession il y a propres qui soient partables entre mêmes heritiers, l'aîné ne pourra prendre qu'un préciput sur toute la masse de la succession » (*C.*, *Des successions collatérales*, art. CCCXIX).

(4) « Sciendum eciam est quod si primogenitus feodum impartibile elegerit et aliis tradiderit escaetas, alio fratre decedente, escaeta

La raison de cette règle, dit Basnage, c'était que « *cette succession d'un frere puîné est encore considérée comme si c'étoit la succession du pere* ». Aussi, « *lorsque l'ainé, le second ou le troisième frere ont pris un fief par préciput, si quelque puîné decede sans enfans, la condition de tous ceux qui ont pris preciput est égale, sans pouvoir se prévaloir de cet article les uns contre les autres* ». Mais, « *s'il s'agit de partager une succession entre les enfans des freres ou leurs decendans, les représentans de l'ainé ne seroient pas privez d'entrer en partage en la succession de leurs cousins decendus des puînés, sur ce prétexte que leur pere ou leur aieul avoit autrefois pris un préciput* (1) ».

Mais lorsque, dans le patrimoine du *de cujus*, se trouvait un bien noble provenant de la succession du père et échu au puîné lors du partage de celle-ci, sans avoir été choisi par l'ainé, celui-ci avait cependant le droit de recueillir ce bien (2).

Quand le puîné mourait avant que le partage ne fût fait, l'ainé prenait deux préciputs : un de son chef, et un autre

non descendet ad primogenitum, sed ad alium qui de ea habebat portionem » (*G. C.*, ch. XXIV, § 13).

« L'ainé ou autre aiant pris préciput avenant la mort de l'un des puînez ne lui peut succéder en chose que ce soit de la succession ; ains lui succéderont les autres freres puînes, aiant partage avec lui, et leur decendans au devant de l'ainé » (*C.*, art. CCCXLI).

(1) Basnage, sur l'art. CCCXLI, t. I, p. 524 et 525.

(2) « Néanmoins s'il y avoit aucun fief partagé avec les autres biens de la succession, sans avoir été choisi par préciput, avenant la mort sans enfans de celui au lot duquel il est échû, l'ainé ou ses représentans succèdent en ce qui est noble, et peut prendre ledit fief par préciput » (*C.*, art. CCCXLII).

dont il avait trouvé le droit dans la succession de son frère prédécédé (1).

La même solution était donnée à l'hypothèse inverse, où l'ainé mourait le premier : le second fils avait les mêmes avantages (2).

Enfin, si le frère aîné avait reçu l'hommage du puîné à raison de la terre que celui-ci possédait, il n'en pouvait être l'héritier, et la terre revenait à l'autre plus proche parent : il était impossible d'être suzerain et héritier présomptif de la même terre (3).

∴

Lorsqu'en l'absence d'héritiers mâles, les filles venaient à la succession, on procédait entre elles à un partage absolument égal, et l'indivisibilité des fiefs nobles cessait en pareil cas (4).

(1) « Avenant le decés du fils aîné avant les partages faits de la succession qui leur est échûë, le plus aîné des freres survivans peut choisir tel fief qu'il lui plait à la representation, et comme héritier de son frere aîné, sans préjudice du droit de préciput qu'il a de son chef, et n'y peuvent les autres freres prétendre aucune part, légitime, provision ou récompense sur ledit fief » (*C.*, art. CCCXLIII).

(2) « Pareillement avenant la mort du second fils avant les partages faits de la succession, l'ainé peut prendre par préciput, comme héritier de son frere, le fief qu'il eût pu choisir de son chef, et ainsi consécutivement des autres tant qu'il y a fief dans la succession » (*C.*, art. CCCXLIV).

(3) « Se li freres done a son frere, ou la suer à sa suer, ou li cousins a son cosin, partie de terre et il em prant homage, se cil qui en a fet homage muert sanz oirs, li heritages ne revendra pas a la table au segneur dont il parti, mes a prochiens paranz ou cosins » (*T. a. C.*, ch. XXXIV, § 1).

(4) « Omnia tenementa si contingat descendere ad sorores, equa-

« *C'est entre mâles seulement, dit Basnage, et pour la conservation des maisons que la Coutume autorise l'inégalité entre les enfans ; entre filles, leur condition est égale, et le droit de choisir est la seule prérogative qui appartient à l'aînée (1) ».*

Quand les filles avaient ainsi divisé un bien noble, les puînées tenaient leur part en *parage* de l'aînée, qui faisait seule foi et hommage au suzerain pour la totalité du fief, comme si aucun partage n'était intervenu.

*
* *

A côté de ce *parage féminin*, selon l'expression du Marquis Louis de Chambray (2), ou *particulier*, d'après celle

liter partientur (et tria predicta, que partiri non possunt) (T. a. C., ch. IX, § 4).

« Tum autem hereditas ad mulieres devolvitur ex defectu heredis, qui masculi teneat dignitatem, eo modo inter se portiones tenebunt sicut dictum est de masculis, ita tamen quod inter eas omnes feodum tam lorice quam serjanterie dividi debeat et in portiones separari » (G. C., ch. XXIV, § 21).

« Quand la succession tombe aux filles par faute d'hoirs mâles, elles partagent également : et les fiefs nobles, qui par la Coutume sont individus, sont partis entre lesdites filles et leurs representans, encore qu'ils fussent mâles » (C., art. CCLXXII).

« Tous fiefs nobles sont impartables et individus : néanmoins quand il n'y a que des filles heritières, le fief de Haubert peut être divisé jusqu'en huit parties, chacune desquelles huit parties peuvent avoir droit de cour et usage, Jurisdiction et Gage-plége » (C., art. CCCXXXVI).

« Les sœurs quand elles sont heritieres peuvent partager tous fiefs de Haubert jusques à huit parties, si autrement les partages ne peuvent être faits » (C., art. CCCLX).

(1) Sur l'art. CCLXII, t. I, p. 479.

(2) M^{is} Louis de Chambray, *Dissertations sur les Prérogatives des*

de M. R. Génestal (1), qui avait pour but de concilier les principes contradictoires de l'indivisibilité du fief et du partage égal, la Normandie connut, jusqu'à la seconde moitié du ^{xv}^e siècle, un parage *masculin* ou *général*, qui laissait subsister un lien entre les différents fiefs disséminés par le partage entre les héritiers mâles, maintenant ainsi la cohésion de la famille.

L'aîné était seul vassal du ou des seigneurs de qui les fiefs de la succession étaient tenus : il faisait seul foi et hommage (2) ; lui seul devait les services et les redevances que comportaient les fiefs (3) ; c'était à lui que le seigneur adressait toutes les semonces, et il les transmettait à ses puînés (4) ; sa mort seule ouvrait le droit de relief, et non celle de ses frères (5) ; sa minorité mettait tous les fiefs en

Aînés en Normandie et sur la manière dont les Puînés tenoient d'eux leurs fiefs, pendant six degrés de consanguinité, avant la Réformation de la Coutume de cette Province, faite en 1583 ; ce qui s'appeloit tenir de son aîné en parage par lignage, s. l. n. d.

(1) R. Génestal, *Le Parage normand* (Bibliothèque d'histoire du Droit normand, 2^e série, t. I, fasc. 2), Caen, 1911.

(2) « Homagia autem facient primogeniti dominis capitalibus et postnati sine homagio per paragium de eis tenebunt... » (*G. C.*, ch. XXXIV, § 4).

(3) « Per paragium autem tenentur feoda quando frater vel cognatus portionem percipit de antecessorum hereditate quam de antenato suo tenet et ei respondet de eis singulis, que debet feodum portionis sue, ad dominos pertinentibus capitales ; quod patebit inferius » (*G. C.*, ch. XXVI, § 4).

«... Per manus autem primogenitorum relevia et auxilia et omnes alias faisancias dominis capitalibus persolvent... » (*G. C.*, ch. XXXIV, § 4).

(4) « ... et per ipsos omnes submonitiones in postnatos debent exerceri » (*G. C.*, ch. XXXIV, § 4).

(5) « Judicatum est quod homines de Lore in Costentino facient

garde seigneuriale (1), tandis que celle d'un puîné ne donnait au seigneur aucun droit sur lui (2).

L'ainé était aussi titulaire de tous les fiefs de la succession vis-à-vis des tiers : il était garant des puînés (3), et pouvait seul ester en justice pour leurs fiefs (4).

Les puînés, qui n'étaient pas les hommes de l'ainé, mais ses pairs (5), n'étaient obligés envers lui à aucune redevance ni à aucun service (6) ; ils l'indemnisait seulement

auxilium relevii domino de Curceyo de morte conestabularii Normannie ratione quod dominus de Sae, dominus eorum, tenebat de dicto conestabulario per paragium quasi postnatus » (Ech. de 1243, Delisle, n° 747).

(1) « Il fu jugié que li oirs Guillaume d'Argences qui est en garde ne respongne pas vers ses cousins de leur parties devant que il soit en aage » (Ech. de 1231, Marnier, p. 160).

(2) *Judicatum est quod inquiratur utrum Gellin[us] de Brai, quando obiit, tenebat aliquod tenementum per quod dominus rex debeat habere custodiam heredis prefati Gellini, vel utrum teneat de antenato suo* » (Ech. de 1217, Delisle, n° 219).

« *Judicatum est quod dominus rex non debet habere custodiam terre Amaurici de Tiebouvilla, quoniam non tenet per membrum lorice, sed tenet terram suam de fratre suo sicut de antenato suo* » (Ech. de 1219, Delisle, n° 248).

(3) « *Domini garantizabunt terras suas postgenitis suis de omnibus querelis sicut dominium suum...* » (*T. a. C.*, ch. XLVI, § 1).

« *Dupliciter autem potest garantus vocari, aut tanquam defensor qui feodum garantizare tenetur, aut tanquam antenatus feodi ad quem pextinet actio principalis* » (*G. C.*, ch. XLIX, § 2).

(4) « *Postnatus non potest sequi breve de feodo et gagio immo repelletur, quia habet antenatum* » (Ech. de 1214, Léchaudé d'Anisy, p. 139).

« *Non audir aliquid petendo hereditatem, qui habet antenatum* » (Assise de 1234, Léchaudé d'Anisy, p. 149).

(5) « *Per paragium autem fit teneura eo quod tenens et ille de quo tenetur pares esse debent, ratione parentagii, in portionibus hereditatis ab antecessoribus descenditis* » (*G. C.*, ch. XXVIII, § 1).

(6) « *Frater non debet servitium fratri suo, nec cognatus germa-*

de ce qu'il avait payé lui-même et des services qu'il avait fournis pour l'ensemble des fiefs (1).

Le parage durait autant que la parenté canonique, c'est-à-dire jusqu'au septième degré inclusivement (2), et, quand il cessait, les descendants des puînés devenaient les vassaux des descendants de l'aîné, les arrière-vassaux des descendants du suzerain primitif.

On trouve encore le parage général dans des aveux et dénombrements du début du xv^e siècle (3).

nus cognato germano, nec aliquis de cognatione... » (*T. a. C.*, ch. XLV).

« Domini garantizabunt terras suas postgenitis suis de omnibus querelis sicut dominium suum, nec aliquas exactiones sibi presumunt inde exigere » (*T. a. C.*, ch. XLVI, § 1).

(1) « Jacobus de Bonigaham, miles de Telleriis, conqueritur quod non potest habere redevancias et auxilium exercitus de terra bone memorie Nicholai-Malemainis, militis, que sita est in parrochiis, de Telleriis, de Bariz, de Boort ceterisque parrochiis pertinentibus ad feodum de Telleriis sitis in Ebrouicensi et Lexoviensi diocesibus, que omnia deberet habere de dicta terra sicut antenatus, cum pro toto feodo de Telleriis domino regi fecerit homagium, propter quod dampnificatus fuit annis sex elapsis in CCCCXX libris turonensium, exceptis expensis quas fecit in prosequendo jus suum, quod tantum prosecutus fuit quod judicatum fuit in scacario Cadomensis quod debebat habere sicut antenatus redevancias supradictas, quando exercitus domini regis de Pontorson remeavit, et sicut anno transacto recordatum fuit in scacario Cadomensis; et hoc totum fuit positum in registro » (Passage des *Queremoniæ Normannorum*, f^o 10, se rapportant au jugement de l'Echiquier, n^o 546, dans Delisle, et cité en note de celui-ci).

(2) « Et notandum est quod linea consanguinitatis usque ad gradum septimum se extendit » (*G. C.*, ch. XXIII, § 7).

D'après le *T. a. C.*, le parage n'aurait duré que jusqu'au quatrième degré : « ... donec perventum fuerit ad quartum gradum de genere » (ch. XLV).

(3) « A cause de la dicte baronnie, sont tenus de moy par hom-

A la même époque, la glose du *Grand Coutumier* discute longuement la question du parage (1). Nous y voyons que la doctrine était alors tout à fait hésitante (2). Les uns n'admettaient que le parage particulier ; les autres acceptaient sans réserve le parage général ; une opinion intermédiaire acceptait le parage entre fiefs entiers, seulement quand ils étaient tenus d'un même seigneur. Entre ces diverses opinions, notre jurisconsulte anonyme n'ose choisir.

Mais, d'après un petit traité des successions, qui se compose d'une série sans suite de notes de jurisprudence et qui est de peu postérieur au milieu du xv^e siècle, il est visible que, dès lors, on ne connaissait plus le parage qu'au cas de partage d'un fief entre filles ou leurs descendants, c'est-à-dire qu'il n'y avait plus que le partage particulier (3).

mage... Jehan de Croismare, ung plein fieu, paroisse Saint-Jehan-du-Cardonnay... et fut messire Mahieu de Varennes, qui le souloit tenir de moy par parage ; et ledit de Croismare le tient neuement par hommage... » (Aveu et dénombrement de la baronnie d'Esneval, du 20 avril 1419, publié par Auguste Fiquet dans des *Mélanges* de la *Société d'histoire de Normandie*, 1907, p. 249).

(1) « Sur ce texte len peut faire telle question : se ung homme a trois nobles fiefz tenus de divers seigneurs et va de vie a trespassement et eschaient a trois filz quil a : savoir se les puisnez tendront de l'aisne par parage... » (Ch. *De teneure par paraige*).

(2) « De ceste maniere de question sont plusieurs opinions... ».

(3) On rapporte, dans ce petit traité (Bib. Rouen, Y 176, f^o 125 v^o), mais en le défigurant, un arrêt de 1214 excluant le parage pour les baronnies (Delisle, n^o 138). L'Echiquier avait décidé, songeant au parage général, que si plusieurs baronnies se trouvaient dans une même succession, aucun parage ne pourrait s'établir entre elles. Notre compilateur, modifiant l'arrêt, lui faire dire qu'au cas de par-

Enfin, une note du ^{xvi}^e siècle, sur le coutumier annoté par Charles Morisse, de la bibliothèque de Rouen, déclare nettement que « *la teneur par parage n'a lieu et ne se pratique en nostre vicomté qu'entre filles ou masles representans filles (1)* ».

Et c'est seulement le parage particulier que connurent Terrien (2) et la *Coutume réformée* (3).

§ 4. — Préciput roturier.

Le rôle que jouait le fief dans la succession noble était rempli dans celle du roturier par le *ménage*, l'unité d'exploitation agricole, dont la Coutume cherchait autant que

tage d'une baronnie entre sœurs, il n'y aurait pas de parage. Il fallait, en effet, pour que cet arrêt présentât encore un intérêt, l'entendre du seul parage encore existant, du parage particulier.

(1) Bib. Rouen, Y 194 a, f^o 55 v^o.

(2) « Ceste teneur (comme dit la glose) n'a lieu qu'entre les Nobles, et au regard des fiefs nobles ; c'est à savoir quand un fief se part entre femmes, ou entre masles representans les femmes. Car autrement les fiefs nobles sont indivisibles. Et faut note que par arrest d'Eschiquier tenu à Falaise l'an 1213 fut jugé que deux freres partans la succession de leur pere, chacun desquels avoit une baronnie, ne tiendroyent point par parage, mais tiendroyent du Roy, chacun par hommage. Qui fait la decision d'une question amplement debatue par la glose, savoir si en une succession y a trois fiefs nobles, qui escheent à trois fils, si les puisnez tiendront de l'ainsné par parage » (Terrien, l. V, ch. V, p. 179). On voit que Terrien utilise aussi contre le parage général l'arrêt de 1214 ; il ne le modifie pas, mais il lui donne une extension qu'il n'avait point : de ce qui était une exception, il fait la règle générale.

(3) « La tenure par parage est quand un fief noble est divisé entre filles, ou leurs descendants à leur représentation » (C., art. CXXVII),

possible à maintenir l'intégrité, sans être allée jusqu'au principe de l'indivisibilité absolue.

L'aîné prenait le *chef de l'heritage*, c'est-à-dire le manoir, avec la cour, le clos et le jardin (1), et, s'il y avait d'autres ménages, ses frères en choisissaient chacun un par rang d'âge (2).

Ici encore, l'aîné n'avait qu'un choix, et non une part avantageuse : c'était, dit Basnage, « *une espèce de préciput fort imparfaite, puisque l'aîné en doit récompense à ses frères ; le seul profit qu'il apporte à l'aîné consiste en ce que la récompense qu'il doit à ses frères, n'est estimée que sur le prix du revenu, et non sur la valeur intrinsèque* (3) ».

Cependant, le texte latin du *Grand Coutumier* n'est pas très clair et pourrait faire croire que l'aîné prenait le ménage en préciput et hors part.

(1) « Capitale herbergagium primogenito remanebit sicut edificia in eo constructa continebunt. Clausum vero et gardinum vel hortus eidem remanebit, dum tamen fratribus legitimum fecerit excambium super hoc ad valorem ; cetera autem omnia portionibus adequantur » (*G. C.*, ch. XXIV, § 5).

« S'il n'y a qu'un manoir roturier aux champs, anciennement apelé hebergement et chef d'heritage, en toute la succession, l'aîné peut avant que faire lots et partages déclarer en justice qu'il le retient avec la cour, clos et jardin, en baillant récompense à ses puînés des heritages de la même succession, en quoi faisant le surplus sera partagé entr'eux également ; et où ils ne pourroient s'acorder, l'estimation dudit manoir, cour et jardin sera faite sur la valeur du revenu de la terre et loïage des maisons » (*C.*, art. CCCLVI).

(2) C'est ce que l'on peut conclure des passages du *Grand Coutumier* (ch. XXIV, § 18) et de la *Coutume réformée* (art. CCLXXI) disant que les filles venant au partage n'avaient de ménage que si tous les frères en étaient pourvus.

(3) Sur l'art. CCCLVI, t. I, p. 535.

Il distingue, en effet, le chef hébergement, le clos et jardin et les terres de culture. L'hébergement restait à l'aîné, le clos et le jardin ne lui demeuraient que moyennant récompense, et le reste était partagé.

On en conclurait, en interprétant le texte dans la rigueur des termes, que l'aîné gardait l'hébergement sans récompense.

Mais il ne faut pas attacher tant d'importance au mot *vero* et établir une opposition entre l'hébergement d'une part, le clos et jardin de l'autre.

Le texte français le montre : « *Le chief de l'heritage remaindra à l'ainsné, si comme le hébergement, le clos et le jardin, pourtant qu'il en face à ses freres loyal eschange à la value. Toutes les autres choses seront parties également* ».

Et la traduction en vers français du texte latin donne le même sens :

« *Le chef manoir de leritage
Remaint à lainsne du lignage ;
Si comme l'ediffiement
Contient clos, gardins ensement,
Pourtant qu'à ses freres en baille
Eschange sur ce quil le vaille,
Les aultres choses loyaument
Seront parties esgaument (1) ».*

(1) Ch. XXXIV, p. 74.



Le préciput roturier ne pouvait être réclamé sur les biens de bourgage (1).

En effet, dans le paragraphe 5 du chapitre XXIV du *Grand Coutumier*, ainsi que dans l'article CCCLVI de la *Coutume de 1583*, qui en est la traduction à peine rajeunie, le droit de l'aîné au préciput roturier est expressément restreint aux biens des champs.

Et, comme l'esprit de la Coutume tendait évidemment à restreindre autant que possible les privilèges de la masculinité et de l'aînesse en ce qui concernait les bourgages, comme le *Très ancien Coutumier* fait allusion à des règles spéciales au partage entre frères de la succession d'un bourgeois (2), il semble vraisemblable que, dès le début du XIII^e siècle, le frère aîné ne pouvait prendre sur les biens de bourgage un préciput roturier.

C'était là un effet de la prédominance des campagnes sur les villes, qui caractérisa la féodalité.

Cependant, Hoüard dit qu'anciennement le préciput roturier s'exerçait aussi, en quelques bourgages, sur « *la maison qu'un artisan s'y était construite pour l'usage de sa*

(1) Voy. R. Génestal, *La tenure en bourgage dans les pays régis par la Coutume de Normandie*, p. 122 et 123.

(2) « Portio inter fratres fiet juxta consuetudinem patrie, miles versus militem, burgensis versus burgensem, rusticus vero versus rusticum ; ita tamen si consuetudo patrie non excludit » (*T. a. C.*, ch. VIII, § 1).

profession ; et tous les ustensiles relatifs à cette profession, ne pouvoient en être distraits. Dans les lieux où cet usage avoit lieu, l'aîné se trouvoit en état de continuer sa profession, et de continuer à subvenir à l'entretien et à la nourriture de ses puînés, comme si le pere eût continué de vivre (1). »

Et ce préciput subsistait encore, en quelques bourgages, dans la *Coutume réformée* : les usages de la vicomté de Bayeux donnent expressément à l'aîné son préciput « *soit en ville soit aux champs* » (2), il en était de même à Gisors (3), et aussi à Gournay, pour « *les maisons et masures tenuës du Duc de Longueville* » (4).

*
..

Le préciput roturier était, au contraire, complètement inconnu dans les vicomtés de Caen (5) et de Vire (6), dans vingt-quatre paroisses du ressort de Gournay (7) et dans

(1) Houard, *Dictionnaire de la Coutume de Normandie*, sur le mot *préciput*, t. III, p. 514.

(2) U. l. vicomté de Bayeux, art. IV.

(3) U. l. vicomté de Gisors, art. III.

(4) U. l. vicomté de Neufchâtel, art. I.

(5) « Les freres partagent également en roture la succession à eux échûë, sans que l'aîné y puisse prétendre aucun droit de préciput, fors le choix après les partages faits » (U. l. vicomté de Caen, art. II).

(6) « En roture le frère aîné partage également avec ses puînez la succession de leur père ou mère, aïeul ou aïeule, sans que ledit aîné y puisse prétendre aucun préciput, fors le choix après les partages faits » (U. l. vicomté de Vire, art. III).

(7) « Les héritages roturiers et autres tenemens non nobles, se partagent entre frères et sœurs également, et sans aucun droit de préciput ou maisnéesse » (C. et u. l. vingt-quatre paroisses du ressort de Gournay, art. XI).

de nombreuses paroisses des vicomtés de Rouen, Caudebec, Arques et Montivilliers.

*
* *

Le précipnt roturier ne pouvait être réclamé que dans les successions en ligne directe et non dans les successions en ligne collatérale (1).

Mais il appartenait à l'aîné tant dans la succession paternelle que dans la succession maternelle, « *pourvu qu'advant l'écheance de la seconde il ait judiciairement déclaré le prendre ou gagé partage à ses freres suivant les articles CCCXLVII et CCCXLVIII lesquels combien qu'ils ne parlent que de fief, semblent neantmoins se devoir aussi entendre du preciput de cet article (2)* ».

*
* *

Le même parage particulier, qui s'appliquait aux fiefs nobles divisés entre plusieurs filles, s'appliquait aussi aux tenures roturières partagées entre plusieurs frères.

Pour l'époque ancienne, on en trouve des exemples très nombreux dans les chartes, et ce système continua de s'appliquer sous le régime de la *Coutume réformée*.

(1) « Ce préciput roturier ne peut être demandé que dans la succession directe et non dans la collatérale... » (Basnage, sur l'art. CCCLVI, t. I, p. 535).

(2) Bérault, sur l'art. CCCLVI, t. I, p. 732.

Mais il n'y avait pas ici de différence dans la nature de la tenure suivant le degré de parenté, et le nom de parage n'était jamais employé : on disait une *ainesse*.

Houard, sur le mot *ainesse*, dit que : « *Cette expression dans notre Province ne désigne pas le droit que l'aîné a dans les successions de fiefs ou de biens de Caux ; elle indique au contraire, suivant Brussel, le chef-lieu d'un héritage roturier qui a été divisé anciennement entre freres, et dont le possesseur est tenu de répondre au Seigneur pour la totalité, sauf son recours sur ceux qui possèdent les portions qui ont été démembrées* (1) ».

§ 5. — Le droit d'ainesse dans le pays de Caux.

La *Coutume de 1583* contient un chapitre spécialement réservé aux règles particulières suivies en matière de succession et de droit d'ainesse dans le pays de Caux.

Le *Très ancien Coutumier* et le *Grand Coutumier* ne parlent pas de ces règles, pourtant très anciennes, mais il nous est parvenu une décision de l'Echiquier en 1242 (2) au sujet de la coutume de Caux, celle-ci est exposée par le *Style de procéder* et développée par Terrien (3).

(1) Houard, *Dictionnaire de la Coutume de Normandie*, t. I, p. 56.

(2) « Il fu jugié que li fieuz qui sont en Cauz, remaignent à l'ainz né fill au chambrelanc de Tanquarville quite ; et tuit cil qui ne sont en Cauz doivent estre parti par la main al puis né ; et li ainz nez doit choisir laquel partie que il voudra, par le conseil à ses amis » (Marnier, p. 191).

(3) L. VI, ch. IV et V, p. 209-213.

Nous consacrons quelques pages à ces usages, en raison de leur originalité et de leur importance.

*
* *

Les aînés, dans le pays de Caux, avaient autrefois toute la succession, et les puînés, dit Basnage, *« n'avoient rien du tout que ce qu'il plaisoit aux aînez de leur donner ; ils en étoient quittes en les nourrissant à leur discrétion, et plutôt comme des valets que comme des freres »* (1).

« Dans la suite, dit Hoüard, si l'on continua de sentir les avantages qui résultoient de la réunion des héritages en la main de l'aîné, on s'aperçut aussi que des secours accordés arbitrairement aux puînés, et que la cupidité leur faisoit souvent refuser, étoient très-préjudiciables à leur établissement, les circonstances des guerres perpétuelles qui avoient précédemment offert aux cadets de famille des occasions de s'avancer dans l'état militaire ne subsistant plus. En conséquence, sans égaler les puînés aux aînés, on assujettit ceux-ci à des obligations envers les autres, et il ne fut plus en leur pouvoir de les transgresser » (2).

Le *Style de proceder* donne aux puînés, quel que soit leur nombre, un usufruit sur le tiers de la succession, ce qui, dit Terrien, *« n'avoit lieu anciennement qu'aux puisnez des maisons nobles : et entre roturiers suffisoit que l'ainsné*

(1) Sur l'art. CCXCV, t. I, p. 462.

(2) Houard, *Dictionnaire de la Coutume de Normandie*, sur le mot *preciput*, t. III, p. 520.

entretint ses freres puisnez, et leur fist apprendre mestier ou estat de viure : ou aidast autrement à les pourvoir (1) ».

..

Lors de la rédaction officielle de la Coutume, il parut trop dur de n'accorder aux puînés qu'une simple jouissance : leur part resta la même quant à ses proportions, mais elle changea de nature et consista dorénavant dans un tiers en propriété (2).

Seulement, pour ménager les préjugés des habitants du pays de Caux, mécontents de voir porter atteinte aux privilèges de leurs aînés, les rédacteurs de la Coutume dérochèrent à leur antipathie habituelle pour les testaments. La propriété du tiers destiné aux puînés pouvait, en effet, être attribuée par le père soit à l'un ou à quelques-uns d'entre eux, soit au fils aîné : il suffisait, pour la validité d'une disposition de ce genre, qu'elle ne portât pas atteinte au droit d'usufruit des cadets, seule réserve véritable qui leur fût donnée (3).

(1) L. VI, ch. IV, p. 240.

(2) « Mais si lesdits pere, mere, ou autres ascendans décedent sans disposition ou testament, le tiers de toute la succession, apartiendra propriétairement aux puînez, demeurant neanmoins à l'aîné le manoir et pourpris sans aucune estimation ou récompense » (C., art. CCXCV).

(3) « Les pere, mere, aïeul, aïeule ou autres ascendans, peuvent disposer du tiers de leurs heritages et biens immeubles, ou de partie du dit tiers assis au Bailliage de Caux, et lieux tenans nature d'ice-lui, à leurs enfans puînez, ou l'un d'eux sortis d'un même mariage,

Le tiers qui revenait en propriété aux puînés pouvait être racheté par l'aîné pendant une année après la mort du père, ou pendant l'année qui suivait sa majorité, s'il était mineur lors du décès (1).

Et ce tiers n'était qu'en usufruit, s'il n'y avait qu'un fief noble pour tout bien dans la succession, car l'aîné la prenait intégralement, comme dans la Coutume générale (2).

L'aîné avait encore l'avantage de garder, sans indemnité pour ses frères, le manoir, c'est à-dire « *tout ce qui servait à la demeure du père et de sa famille* » et le « *pourpris* », c'est-à-dire « *les bâtiments, terrains, plantations qui servoient à l'exploitation du manoir, les garennes, étangs, colombiers contigus, même les moulins* » (3).

soit par donation, testament ou autre disposition solennelle, par écrit entre-vifs, ou à cause de mort, à la charge de la provision à vie des autres puînez non compris en ladite disposition, et de contribuer, tant aux dettes qu'au mariage des filles, au prorata de ce qui leur reviendra de la totale succession ; demeurant néanmoins le manoir et pourpris en son intégrité au profit de l'aîné, sans qu'il en puisse être disposé à son préjudice, ni qu'il soit tenu en faire récompense ausdits puînez » (C., art. CCLXXIX).

(1) « L'aîné pourra retirer ledit tiers un an après le décès de son pere, s'il est majeur, ou s'il est mineur, un an après la majorité, en payant le denier vingt pour les terres roturieres, et le denier vingt-cinq pour les fiefs nobles : ce que pareillement pourront faire les tuteurs des enfans de l'aîné, s'il décède devant son pere, ou auparavant que d'avoir fait ladite déclaration, sans pour ce paier reliefs ne treizième » (C., art. CCXCVI).

Le règlement de 1665 mit les puînés donataires à l'abri de ce retrait.

(2) « S'il n'y a qu'un fief noble en ladite succession sans rotures, les puînez n'y auront que leur tiers à vie, suivant la disposition de la Coutume générale, et outre ont part és autres lieux » (C. art. CCCII).

(3) Houard, *Dictionnaire du Droit normand*, sur le mot *préciput*,

La condition des puînés était fort dure (1) et ne pouvait guère être rendue meilleure par l'usage qu'auraient fait les ascendants de leur faculté de disposer.

« *Il n'y a qu'un seul cas, dit Basnage, où la disposition du pere peut être utile aux puînés et désavantageuse à l'ainé, savoir lorsque tous les puînez sont compris dans la disposition, qu'il leur donne le tiers entier, et qu'il ordonne que la portion d'un puîné mourant sans enfans, accroîtra aux autres puînez, sans que l'ainé y prenne part* (2) ».

Mais, d'une façon générale, les pères et mères se servaient de leur droit bien plus contre les puînés que dans leur intérêt. Basnage dit, en effet, que « *dans le Bailliage de Caux les pères et mères ne se sont pas conservez la faculté de disposer du tiers pour en favoriser leurs puînez, mais plutôt pour les en priver; en éfet lorsqu'ils n'ont point dessein de leur faire tort, il leur est inutile d'en disposer, de sorte qu'ils ne peuvent faire ces dispositions que pour faire avantage à l'un ou à plusieurs de leurs puînez au préjudice des autres, ou pour frustrer leurs puînez de la propriété du tiers en tout ou partie pour le donner à l'ainé* » (3).

Aussi bien, les puînés pouvaient-ils renoncer au don qui leur avait été fait : ils devaient alors se contenter d'un

t. III, p. 520).

C., art. CCXCV et CCLXXIX.

(1) La rigueur si grande de la Coutume de Caux a donné naissance aux locutions « *cadet de Normandie* », qui désigne un homme ayant peu de ressources, et « *ainé de Normandie* », qui indique un homme particulièrement avantage.

(2) Sur l'art. CCLXXXVIII, t. I, p. 461.

(3) Sur l'art. CCLXXXVIII, t. I, p. 461.

usufruit sur le tiers des biens situés dans le pays de Caux (1).

Mais, au lieu de cet usufruit, ils pouvaient, si la succession comportait des biens situés dans des lieux régis par la Coutume générale, demander leur part de ces mêmes biens (2). C'était un choix à faire : ils ne pouvaient cumuler la provision en Caux avec le partage hors Caux.

Cette disposition très rigoureuse ne s'appliquait que dans cette seule hypothèse où les puînés refusaient la donation de leur ascendant : l'article CCLXXX l'écarte absolument au profit des puînés acceptant (3), et, en ligne collatérale, tous les frères prenaient part en Caux et hors Caux.

Mais l'aîné, pour avoir revendiqué en Caux les privilèges que nous venons d'étudier, ne perdait jamais ses

(1) « Mais si les puînez donataires veulent renoncer à leur don ou disposition, ils auront leur provision à vie avec les autres puînez » (C., art. CCLXXXVIII).

« Les freres puînez renonçans à ladite donation ou disposition, ne peuvent demander partage à leur frere aîné, ains se doivent contenter de la provision à vie, qui n'est que la troisième partie en l'usufruit des héritages délaissés après la mort du pere, mere, aieul ou aieule, et conséquemment de tous autres ascendans en ligne directe » (C., art. CCXC).

(2) « En ce cas les puînez ont le choix de demander provision aux biens situés sous la Coutume de Caux, ou bien prendre partage aux biens situés hors ladite Coutume, en l'un des six autres Baillages : et en prenant l'un ils perdent l'autre, encore que le partage fût sis en bourgage » (C., art. CCXCIV).

(3) « La disposition dudit tiers faite ausdits puînez ne les exclut de prendre part et portion aux biens situés tant en bourgage qu'autres lieux hors la Coutume de Caux, si le contraire n'est déclaré par ladite disposition » (C., art. CCLXXX).

prérogatives hors Caux, selon la Coutume générale (1).

Il se trouvait une fois de plus favorisé lorsqu'il s'agissait de supporter la charge de la dot des sœurs : la Coutume décidait que cette dot serait d'abord prise sur les meubles, qui, en principe, devaient être partagés également, et ce n'était qu'au cas où les meubles étaient insuffisants que les frères devaient contribuer à raison de leur émolument (2). Mais il fallait *« que le père eût lors de son décès son domicile en un lieu où la Coutume de Caux fût observée, parce que les meubles suivent la loi du domicile de celui à qui ils appartiennent »* (3).

* *

Dans la ligne collatérale, nous trouvons l'ainé encore plus favorisé.

Il emportait tous les propres (4), sauf ceux situés en bourgage, qui se partageaient également (5).

(1) « Si en ladite succession y a héritage assis partie en lieux où l'on use de la Coutume de Caux, et partie hors la disposition d'icelle, l'ainé prend tout ce qui est en Caux, et outre il partage avec ses freres les biens qui sont hors Caux, et a le choix par préciput, si bon lui semble, tout ainsi que s'il n'y avoit point de biens en Caux » (C., art. CCXCIII).

(2) « Les filles seront mariées sur les meubles délaissés par les pere, mere et autres ascendans, s'ils le peuvent porter : et où ils ne seroient suffisans, le mariage se paiera à la proportion de toute la succession, tant en Caux, Bourgeoisie, que hors Caux, pour la part qui écherra tant à l'ainé que puînez » (C., art. CCXCVII).

(3) Basnage, sur l'art. CCXCVII, t. I, p. 465.

(4) « Le frere aîné a l'ancienne succession de ses parens collatéraux, sans en faire part ou portion à ses frères puînez » (C., art. CCCIII).

(5) « Les freres et les sœurs partagent également les heritages

Mais, quand il s'agissait de la succession d'un frère, l'ainé n'avait que les deux tiers, l'autre revenant aux puînés (1), qui, en outre, prenaient part aux biens hors Caux (2).

Cependant, à la mort du frère aîné, le plus âgé après lui entraît dans le droit d'aînesse et prenait tous les propres de la succession, ses droits se trouvant ainsi plus étendus que ceux de l'ainé primitif (3).

Quant aux conquêts, on leur appliquait les principes de la Coutume générale : s'il n'y avait qu'un fief noble, l'ainé le prenait ; s'il y en avait plusieurs, les frères les partageaient (4).

qui sont en bourgage par toute la Normandie, même au Baillage de Caux, au cas que les filles fussent reçues à partage » (C., art. CCLXX).

(1) « Si aucun des puînez décède sans enfans, l'ainé aura les deux tiers aux biens de la succession paternelle, et les puînez l'autre tiers » (C., art. CCC).

(2) « Les puînez aiant ledit tiers en propriété, pourront néanmoins prendre part aux biens situez hors la Coûtume de Caux » (C., art. CCCI).

(3) « Le frère aîné et l'ainé de ses descendants ont l'ancienne succession en Caux de leurs parens collatéraux, sans en faire part à leurs frères puînez ni à leurs descendants » (Règl. de 1666, art. LXI).

(4) « S'il n'y a qu'un fief assis en Caux, l'ainé selon la Coûtume générale le peut prendre par préciput, et s'il y a plusieurs fiefs, les freres partagent selon la Coûtume generale » (C., art. CCCXXII).

CONCLUSION

Vivement attaqué par les philosophes et par certains jurisconsultes (1), le droit d'aînesse, à la fin de l'ancien régime, apparaissait comme n'ayant plus d'autre raison d'être que l'intérêt discutable de quelques grandes familles ou des aînés, comme la cause de graves discordes au sein des familles, de l'oisiveté des aînés, de la misère des cadets, du célibat des filles, comme la source de vocations imparfaites et de vœux violentés causant les scandales qui alarmaient si souvent l'Eglise (2).

(1) Dumoulin, sur l'art. XIII de la *Coutume de Paris* ; — Montaigne, *Essais*, l. I, ch. 26 ; — Etienne Pasquier, *Recherches de la France* l. II, ch. 17 ; — Pascal, premier *Discours sur la condition des grands* ; — La Bruyère, *Caractères*, ch. XVI : — Montesquieu, *Esprit des lois*, l. V, ch. 6, 8, 9 ; *Lettres persanes*, CXIX et CXXII ; — Abbé Raynal, *Histoire philosophique et politique des établissements européens dans les deux Indes*, t. VII, p. 281 ; — Voltaire, *Eriphyle*, acte II, sc. 1 ; *Mahomet*, I, 4 ; *Olympie*, II, 2 ; *Essai sur les mœurs des nations*, ch. XCVIII ; *Pensées sur le gouvernement*, X et XI ; lettre à M. de Bastide, août 1760 ; — Rousseau, *Discours sur l'inégalité parmi les hommes* ; — *Dictionnaire encyclopédique*, sur le mot *primogéniture* ; — etc...

(2) Voy. des exemples saisissants de ces malheurs causés par le droit d'aînesse, dans les *Mémoires* du duc de Saint-Simon ; — le *Journal* de Savary ; — Victor Cousin, *Mme de Longueville*, Paris, 1853 ; *La Société française au XVII^e siècle d'après « Le Grand Cyrus » de Mlle de Scudéry*, Paris, 1858 ; — Paul Bernard, *Histoire de l'Autorité paternelle en France*, Montdidier, 1864, etc...

Dans ces conditions, le droit d'aînesse était condamné et devait disparaître en même temps que la monarchie absolue, avec laquelle ses derniers partisans l'avaient solidarisé.



Plusieurs députés de Normandie prirent part à la discussion qui eut lieu, à l'Assemblée Constituante, sur le droit d'aînesse, les uns pour le défendre, les autres pour le combattre (1).

Achard de Bonvouloir, député de la noblesse du bailliage de Coutances, déclara que « *l'universalité des ci-devant Normands* » se refuserait à accepter une loi qui tendait « *à détruire principalement la Coutume de la ci-devant province de Normandie* » et qu'il était chargé de présenter diverses adresses en cesens envoyées du département de la Manche.

Pouret-Roqueric, député du tiers-état du même bailliage, affirma, au contraire, que le département de la Manche recevrait une loi sur les successions « *avec autant de reconnaissance qu'il a reçu celles qui ont été décrétées par l'Assemblée nationale* ».

Goupil-Prefeln, député de la noblesse de la sénéchaussée d'Alençon, rendit le même témoignage à la partie de la Normandie que l'avait délégué.

Thouret, député du tiers-état de la ville et du bailliage de Rouen, affirma aussi que jamais les communes ne

(1) Voy. *Archives parlementaires*, première série (1787-1860), t. XXIV, p. 47 et suiv.

réclameraient contre la loi demandée. « *Je suis, dit-il, député d'un département régi par la SAGE Coutume de Normandie, par cette SAGE Coutume qui, dans l'excès de sa SAGESSE a tout donné aux aînés et rien aux puînés. Je demande que la sagesse de l'Assemblée nationale accueille l'article qui lui est proposé, et réforme en ce point la SAGE Coutume de Normandie.* »

Lambert de Frondeville, député de la noblesse du bailliage et de la ville de Rouen, vint défendre les Coutumes de sa province ; « *... je crois, dit-il, qu'elles lui sont chères, et que de tous les sacrifices, c'est celui qu'il lui sera le moins facile de vous faire.* » Il fit valoir que « *la Normandie est une province essentiellement agricole* » et que « *l'inégalité des partages, tant pour les meubles que pour les immeubles, l'exclusion des filles au partage des terres, ont pour but le succès de la culture : car c'est surtout pour les cultivateurs que notre Coutume paraît avoir épuisé sa prévoyance et ses soins* ». « *Messieurs, disait-il encore, il est très possible que je me trompe, mais je crois que le système de la division des propriétés à l'infini, si on voulait l'examiner profondément, amènera, par la succession des temps, la destruction de l'agriculture et de la prospérité publique.* »

« *Non, non ! C'est plutôt la destruction des aristocrates et de l'aristocratie !* » lui répondit Ango, député du tiers-état du bailliage de Coutances.

Beaudrap de Sotteville, député de la noblesse du même bailliage, observa que plusieurs communes l'avaient chargé de s'opposer formellement à la loi proposée.

Enfin, Vieillard, député du tiers-état du même bailliage, « *pour tranquilliser les esprits et empêcher de répandre les troubles* », proposa un amendement consacrant des exceptions au principe de l'égalité des partages, amendement sur lequel l'assemblée décida qu'il n'y avait pas lieu de délibérer.

..

La loi des 15-28 mars 1790, portant suppression des droits féodaux, supprima en même temps « *les droits d'aînesse et de masculinité, à l'égard des fiefs, domaines et alleux nobles* » et ordonna le partage de toutes les successions « *sans égard à l'ancienne qualité noble des biens et des personnes* ».

La loi des 8-15 avril 1791, votée sous l'impression d'un discours posthume de Mirabeau, lu par Talleyrand devant l'Assemblée Constituante quelques heures après la mort du grand orateur (1), abolit « *toute inégalité ci-devant résultant, entre héritiers AB INTESTAT, des qualités d'aîné ou de puîné, de la distinction des sexes ou des exclusions coutumières, soit en ligne directe, soit en ligne collatérale* ».

La loi des 17-21 nivôse an II (6-10 janvier 1794) déclara abolis « *toutes lois, Coutumes, usages et statuts relatifs à la transmission des biens par succession ou donation* » et décida que « *Si le défunt laisse des enfants, ils lui succéderont également* ».

Enfin, le *Code civil* inscrivit la grande réforme accom-

(1) Ce discours de Mirabeau se trouve au *Moniteur* du 5 avril 1791. Il a été édité plusieurs fois en brochure, en 1826.

plie dans son article 745: « *Les enfants ou leurs descendants, succèdent à leur père et mère, aïeuls, aïeules, ou autres ascendants, sans distinction de sexe ni de primogéniture, et encore qu'ils soient issus de différents mariages. Ils succèdent par égales portions et par tête, quand ils sont tous au premier degré et appelés de leur chef : ils succèdent par souche, lorsqu'ils viennent tous ou en partie par représentation* ».

*
* *

Le droit d'aînesse est en antagonisme avec les aspirations d'une société démocratique, et le partage égal est si bien entré dans nos mœurs qu'il a résisté à toutes les attaques (1).

(1) Le système du Code civil a été vivement attaqué par Le Play. Pour lui, la division nécessaire de l'hérédité entre les enfants est un mal, parce qu'elle morcelle les héritages, en même temps que la certitude de n'être pas dépouillé enlève à l'héritier réservataire l'aiguillon de la nécessité qui le rendrait actif et laborieux. Voyez ses livres intitulés : *La Réforme sociale en France, L'organisation du travail, L'organisation de la famille*.

Son système contient une grande part d'utopie. Il espérait restaurer l'autorité paternelle en donnant au père le redoutable pouvoir de transmettre son patrimoine entier à un seul de ses enfants. Mais les parents seraient-ils toujours un bon usage de ce pouvoir ? Ce n'est pas toujours au plus digne qu'irait leur faveur, souvent aveugle. Et quel nom donner à celui des enfants qui serait assez peu scrupuleux pour prendre la part des autres dans les biens paternels ? Pour que la liberté testamentaire donnât les résultats féconds qu'en attendait Le Play, il faudrait que chaque homme atteignît l'idéal parfait du père de famille éclairé et sûr de ses décisions (Voy. Babbie, *Revue critique*, p. 140 et suiv. ; Boissonnade, *Histoire de la réserve héréditaire*, p. 536 et suiv. ; Cauwès, *Cours d'économie politi-*

Les atteintes qu'il a subies par les lois sur les substitutions et les majorats (1) n'ont eu qu'une durée éphémère, et, quand la Restauration a voulu rétablir le droit d'aînesse, elle n'a réussi qu'à augmenter son impopularité (2).

Le droit de disposer de la quotité disponible, même au profit de l'un des enfants (3), n'est que rarement mis à profit par les testateurs, et il sert à redresser les injustices

que, t. III, n° 1036).

Un homme qui partageait les croyances religieuses et les idées sociales de Le Play, est arrivé sur cette question à des résultats diamétralement opposés : M. de Cornulier-Lucinière demande l'abolition du testament (*Le droit de tester*, 1876).

(1) Un sénatus-consulte du 14 août 1806, inséré en 1807 dans le Code civil (al. 3, ajouté à l'art. 896), permit de créer des substitutions perpétuelles sur des biens attachés à un titre de noblesse dont ils formaient la dotation, transmissible de mâle en mâle par ordre de primogéniture. C'est sur cette institution des majorats que Napoléon comptait pour fonder sa noblesse d'empire, mais ils n'eurent qu'un succès éphémère. Une loi du 12 mai 1835 a interdit d'en créer de nouveaux à l'avenir. En 1904, il n'existait plus que trente-neuf majorats *de propre mouvement*, dont le revenu total annuel s'élevait à 1.055.584 francs, et trois majorats *sur demande*, pour la somme modeste de 10.376 francs de rente, qui avaient été limités, en 1835, à deux degrés, non compris l'institution, et dont la loi du 7 mai 1849 restreignit encore l'effet en déclarant abolis tous ceux pour lesquels il n'existait pas d'appelés au jour de sa promulgation.

(2) Voy. : P. Verdelot, *Du bien de famille en Allemagne et de la possibilité de son institution en France*, Paris, 1899, p. 614-634 ; E. Vallier, *Le fondement du droit successoral en droit français*, Paris, 1902, §§ 502-513.

(3) « La quotité disponible pourra être donnée en tout ou en partie, soit par acte entre-vifs, soit par testament, aux enfants ou autres successibles du donateur, sans être sujette au rapport par le donataire ou le légataire venant à la succession, pourvu que la disposition ait été faite expressément à titre de préciput ou hors part. » *Code civil*, art. 919.

du sort, à récompenser la piété filiale des uns, à punir les torts des autres, non à faire reparaître la situation privilégiée de l'aîné (1).

Le droit d'aînesse, en France, appartient bien au passé : c'est une institution morte.

(1) Toutefois, dans le Midi, l'usage persiste encore de faire un aîné par testament, c'est-à-dire d'instituer pour héritier, en lui donnant le disponible, l'un des enfants ; mais le choix du père est libre, et ce n'est pas toujours le plus âgé qui est préféré.

Vu :

Le Président de la thèse,
CH. LEFEBVRE

Vu :

Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE	v-xi
INTRODUCTION. — Sources du droit normand	1-8
CHAPITRE PREMIER. — Origine et évolution du droit d'aïnesse. 9-30	
Le droit d'aïnesse chez les peuples anciens (Aryas, Sémites, Hébreux). — Le droit de juveigneurie. — Existence très conjecturale du droit d'aïnesse chez les Grecs et les Romains. — Absence du droit d'aïnesse chez les Germains. — Le droit d'aïnesse conséquence inévitable du système politique et social de la féodalité. — Le droit d'aïnesse et la couronne royale. — Le droit d'aïnesse et le duché de Normandie. — Influence de l'Angleterre sur la France. — L'esprit aristocratique se substituant à l'esprit féodal. — Le droit d'aïnesse sous la monarchie absolue	9
CHAPITRE II. — A qui était déféré le droit d'aïnesse. 31-41	
§ 1. — <i>Ainé légitime</i> . — Privilège de masculinité. — La qualité d'ainé, pas immuablement attachée à la personne de celui qui en avait été le premier investi.	31
§ 2. — <i>Ainé légitimé</i> . — Légitimation par Lettres du Prince. — Légitimation par mariage subséquent	36
§ 3. — <i>Représentation de l'ainé</i> . — Difficulté de l'introduction de la représentation dans les Coutumes. — Son introduction en Normandie.	37

CHAPITRE III. — **Prérogatives et charges de l'aînesse.** 42-84

§ 1. — <i>L'aîné seul saisi des biens de la succession de ses parents et acquérant les fruits jusqu'à la demande en partage des puînés</i>	43
§ 2. — <i>L'aîné tuteur de ses frères et sœurs mineurs et ayant la garde de celles-ci jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans.</i> . .	46
§ 3. — <i>Préciput noble.</i> — Principe du partage égal entre frères. — Indivisibilité des fiefs nobles, seule cause faisant échec à ce principe. — Suivant les circonstances, égalité non supprimée d'une manière sensible ou grave préjudice causé aux puînés. — Le préciput noble en ligne collatérale. — Divisibilité des fiefs nobles entre filles. — Parage.	51
§ 4. — <i>Préciput roturier.</i> — La Coutume cherchant à maintenir l'intégrité de l'unité d'exploitation agricole. — Le préciput roturier et les biens en bourgage. — Coutumes locales excluant le préciput roturier. — Absence du préciput roturier en ligne collatérale. — <i>Aînesses</i>	71
§ 5. — <i>Le droit d'aînesse dans le pays de Caux.</i> — Avant la Coutume de 1583. — Dans la Coutume de 1583. . .	77

CONCLUSION. — Comment apparaissait le droit d'aînesse à la fin de l'ancien régime. — Attitude des députés de Normandie dans la discussion sur le droit d'aînesse à l'Assemblée Constituante. — Abolition du droit d'aînesse. — Son antagonisme avec les aspirations et les mœurs de notre société démocratique. 85-91

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)
